

L'ÉTOILE DU NORD
ÉDITION FRANÇAISE

Northstar  **Compass**

Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique
Société des Carpatho-Russes Canadiens

MORT À LA CANAILLE FASCISTE



Éditorial :

Rencontre avec le camarade Adélarde Paquin Poursuivons la lutte pour le marxisme-léninisme et contre le révisionnisme! Poursuivons la lutte pour la reconstruction de l'Union soviétique et du socialisme!

Antonio Artuso, éditeur adjoint

«L'Étoile du Nord», édition en langue française de «Northstar Compass»

Montréal, le 29 janvier 2012

Le camarade Adélarde Paquin est le fondateur et éditeur de notre revue depuis dix années. Hier, il m'a invité chez lui pour me parler de son état de santé et des décisions à prendre.

Adélarde souffre d'un cancer de la prostate au stade avancé métastasé. Ce qui exige un suivi médical étroit et l'oblige à prendre sa retraite.

À 92 ans, Adélarde a gardé ses grandes facultés intellectuelles, son moral, son sens de l'humour et son grand sourire. Habitué à voir les choses en face, il a, comme il le dit, raisonné sur son état de santé. Il s'estime chanceux d'avoir vécu jusqu'à cet âge. Il prépare le numéro de janvier-février, son dernier mais continuera en autant que ses forces le permettront à se consacrer à notre lutte commune, celle de l'humanité pour le socialisme.

Hier, le camarade Adélarde a présenté un bilan lucide sur notre travail : (1) bulletin; (2) publication et diffusion de textes (classiques marxistes-léninistes, textes sur la situation actuelle, livres de Vincent Gouysse, entre autres); et (3) ligne à suivre au sein du Conseil international et de Northstar Compass.

Nos difficultés sont celles de toutes les organisations comme la nôtre : (1) Difficultés matérielles : frais d'impression et d'envoi postal très élevés; et (2) Difficultés de la lutte idéologique : nous devons élever le niveau idéologique des lectrices/eurs pour accroître le nombre de militantes/ants et de lectrices/eurs.

En plus du travail de «L'Étoile du Nord», le camarade Adélarde considère important le développement : (1) de cercles d'études marxistes-léninistes pour former de nouveaux militantes/ants ; (2) du travail de reconstruction du mouvement communiste au Canada et du Mouvement communiste international.

Le Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique publie cinq éditions de la revue «Northstar Compass» (NSC) (anglais, espagnol, français, népalais et russe). Il constitue un front uni de personnes et d'organisations qui luttent pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme.

Notre bulletin, «L'Étoile du Nord», suit la ligne du Conseil international, mais insiste particulièrement sur les points suivants : (1) le but de reconstruire l'URSS et le socialisme ne pourra être atteint que par l'application des principes de Lénine et de Staline; (2) ce but exige la diffusion du marxisme-léninisme et la lutte contre le révisionnisme; et (3) ce but exige que la ligne idéologique du front uni soit correcte.

Nous poursuivrons donc le travail de publication de «L'Étoile du Nord», de développement de réseaux pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme, de réseaux anti-impérialistes, anti-guerre, anti-fascistes, contacts entre les groupes et les partis communistes, réseaux de luttes sur des questions spéciales (Palestine, etc.) et le travail de reconstruction communiste au Canada et dans le monde.

En prenant sa retraite, le camarade Adélarde nous transmet, à nous toutes et tous, le flambeau de la lutte pour le marxisme-léninisme et contre le révisionnisme, les principes de Marx et d'Engels, de Staline et de Lénine. Nous saluons avec une immense reconnaissance, le travail et la fermeté révolutionnaire de ce camarade, ses grandes qualités de communiste : intégrité intellectuelle, dévouement et enthousiasme dans la recherche et dans la lutte pour le renversement du capitalisme et la victoire du socialisme.

Une année 2011 mouvementée et une année 2012 qui ne le sera pas moins...

Sur le front économique, l'année 2011 aura été l'année qui aura dissipé les illusions sur le caractère de la « reprise économique ». Conformément à nos prévisions, l'impérialisme américain a démontré la plus forte résistance (parmi les pays impérialistes en déclin), avec à la clef une stagnation de la production industrielle et une légère baisse du chômage. Cependant, tout montre que les effets du plan de relance arrivent à leur terme (tel le ralentissement du recouvrement de la production d'acier).

D'autres pays ont eu encore moins de chance, notamment là où commencent à se faire sentir les effets des plans d'austérité. En effet, dans nombre de pays impérialistes en déclin — à l'instar de la France, de l'Espagne et du Royaume-Uni —, la production d'acier montre une stagnation quand elle n'accuse pas une baisse. La production industrielle, la consommation des ménages et le chômage ont donc montré des signes évidents de nouvelle dégradation, à un moment où la croissance de leur PIB a souvent (et considérablement) été revue à la baisse.

En décembre 2011, le nombre de chômeurs en France métropolitaine (catégorie A) affichait ainsi une hausse de 5,6 % en glissement annuel. Quant à la croissance économique, elle a été pour ainsi dire nulle au dernier trimestre 2011.

Surtout, avec une nette baisse de la production d'acier et du commerce international, les derniers mois ont montré d'inquiétantes similitudes avec la fin de l'année 2008, annonçant une nouvelle aggravation de la crise économique mondiale en 2012. Ce n'est sans doute pas pour rien si la FED vient d'annoncer qu'elle poursuivrait sa politique de taux d'intérêts quasi-nuls au moins jusqu'à la fin 2014.

Dans ce contexte économique aussi morose qu'instable, il n'est pas surprenant que l'année 2011 fût toute aussi mouvementée sur le front géopolitique.

2011 aura ainsi été marquée par l'instabilité politique et sociale croissante : « révolutions arabes », émeutes et mouvements de protestation « d'indignés » au cœur même des pays impérialistes en déclin (USA et Royaume-Uni compris).

2011 aura également vu la multiplication des tentatives de déstabilisation et d'ingérences militaires grossières des pays impérialistes en déclin sur les dossiers chauds l'opposant à un impérialisme chinois en pleine forme : Corée du Nord, Iran, Côte d'Ivoire, Lybie, Syrie, etc. A la clef, quelques victoires militaires et putschs « faciles », mais surtout la promesse de nouvelles déroutes stratégiques futures comme celle enregistrée par les troupes d'occupation en Afghanistan.

Pourrait-il en être autrement, alors que l'impérialisme chinois a enregistré victoire sur victoire en 2011 ? En 2011, la Chine a en effet enregistré une production céréalière record en dépit de conditions climatiques exceptionnelles (550 millions de tonnes) ainsi qu'une forte croissance de son PIB (9,2 %) et de sa production industrielle dans un contexte pourtant défavorable de ralentissement de la croissance du commerce international. Il suffira de scruter par exemple les graphes du secteur de l'acier, des machines-outils et de l'éolien chinois pour se faire une idée des nouveaux bonds réalisés par l'impérialisme chinois.

De même, la Chine a remporté de nombreux succès dans le domaine des sciences et

technologies. Parmi eux, on pourra citer la pleine réussite du lancement et des premiers essais d'amarrage de Tiangong-1 ou l'installation du supercalculateur chinois Sunway BlueLight, construit exclusivement avec des microprocesseurs fabriqués en Chine. Les 8704 puces ShenWei 1600, chacune dotées de 16 cœurs, développent une capacité de calcul de plus d'un pétaflop par seconde, faisant de ce supercalculateur l'un des plus puissants du monde. Ne reste ainsi plus à la Chine qu'à combler son retard dans le domaine militaire pour achever ses concurrents en déroute.

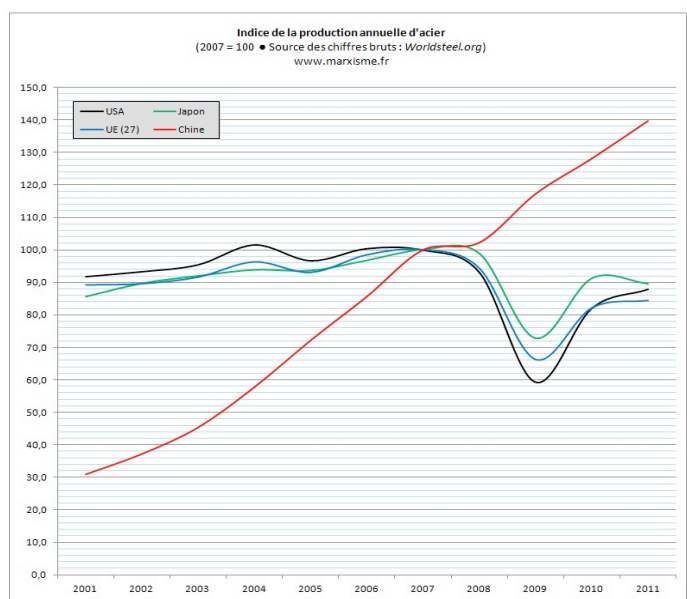
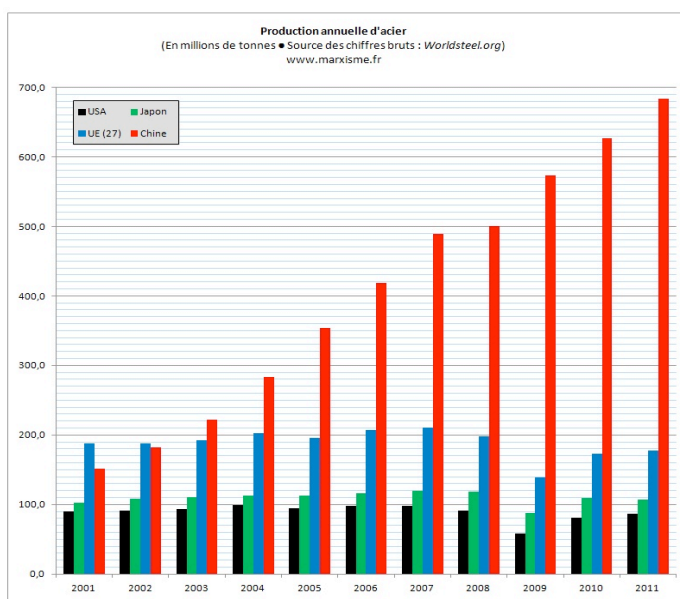
Bref, face à un différentiel croissant avec ses concurrents impérialistes en déclin et alors que la crise économique mondiale montre une nouvelle aggravation, il serait surprenant que l'année qui vient de débiter soit moins animée, d'autant qu'en France et aux USA, la bourgeoisie tiendra ses traditionnelles farces électorales... Une période où les attelages bourgeois sortants ne manqueront pas de tenter de redorer leur blason au moyen d'actions aventureuses alors que les attelages entrants continueront de promettre des changements et des améliorations que la réalité économique aura tôt fait de balayer... Dans nombre de pays impérialistes en déclin, les

experts bourgeois prévoient en effet une croissance économique nulle ou négative pour 2012.

Sans aucun doute, les récentes émeutes qui ont accompagné le vote du nouveau plan d'austérité en Grèce, illustrent l'instabilité sociale et politique grandissante qu'auront inévitablement à affronter les élites des pays impérialistes en déclin confrontées à la nécessité de faire retomber le poids de la crise de la dette souveraine et de la récession économique sur les larges masses travailleuses et petites-bourgeoises sous peine de s'attirer les foudres du grand Capital...

En Chine au contraire, les élites bourgeoises au pouvoir restent confiantes, conscientes de disposer de puissants leviers en cas de brusque dégradation de l'économie de ses concurrents-partenaires. Après tout, en 2011, les recettes budgétaires chinoises ont encore affiché une très confortable croissance, augmentant de pas moins de 24,8 % en glissement annuel à 10 370 milliards de yuans !...

V.G. pour l'OCF, le 17/02/2012 —
<http://www.orgcomfr.com/>



"Loi de l'offre et de la demande" capitaliste ou planification socialiste?

Antonio Artuso, éditeur adjoint, Étoile du Nord (NSC), février 2012

Les défenseurs et les économistes du système capitaliste :

1) défendent la "loi de l'offre et de la demande" de économie capitaliste, qui seraient, selon eux, aussi naturelles et incontournables que la loi de la gravité et que les autres de la nature dégagées par les sciences de la nature (physique, chimie, biologie). Selon eux, la nature fait bien les choses et la vie se développe harmonieusement sans l'intervention de l'être humain. Selon eux, la "loi de l'offre et de la demande" montrerait qu'un équilibre s'établit naturellement, sans intervention humaine, entre l'offre de produits par les capitalistes et la demande de produits par les consommateurs.

2) attaquent la planification socialiste de l'économie, basée sur les théories de Marx et d'Engels et appliquées par Lénine et Staline de la Révolution d'Octobre (1917) à la mort de Staline (1953) en Union soviétique. Sous la propriété collective des moyens de production et de répartition, l'économie était planifiée en fonction des besoins de la collectivité selon des priorités établies par un plan. Peu avant la mort de Staline (1953), malgré une guerre effroyable (22 millions de morts) contre le fascisme, l'URSS était devenue la 2ème puissance au monde sur les plans économique, politique, social, technologique, scientifique, militaire.

Bangladesh, exemple de terrible exploitation et de répression des travailleurs par les capitalistes :

J'ai visité pendant tout le mois de décembre, le Bangladesh, accueilli par le Parti socialiste du Bangladesh (communiste), le PSB. J'ai visité la région de Narayanganj, où travaillent et survivent 3 millions de personnes. J'ai visité trois manufactures de vêtements, j'ai rencontré des ouvriers, hommes, femmes et enfants à des réunions des syndicats de

l'industrie du vêtement, que maintiennent héroïquement, le PSB.

Les salaires au Bangladesh, les ouvrières/ers du vêtement (hommes, femmes et enfants) travaillent entre 10 et 14 heures par jour, 6 ou 7 jours par semaine et gagnent entre 20 et 30 dollars par mois. Les conditions de travail et de vie sont lamentables : les quartiers ouvriers sont des taudis extrêmement pauvres, sans aucun service. Les gens se lavent le corps et les dents dans des ruisseaux d'eau noire ou bleue polluée par les colorants textiles. Les capitalistes locaux et étrangers (canadiens, étatsuniens, chinois, indiens, coréens) font des profits extrêmement élevés. peuvent donc faire des profits monstrueusement élevés.

Toutes les tentatives d'obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail et de vie sont écrasées par une répression violente de l'État capitaliste contre les travailleurs :

En 2003, des milliers de travailleuses/eur se sont mis en grève pour exiger de meilleurs salaires et de meilleurs conditions, le gouvernement capitaliste a envoyé la police réprimer avec une extrême violence les travailleurs. La police a tiré et tué des travailleurs et arrêté et torturé sauvagement des syndicalistes. Les policiers ont brisé, à coup de crosses de fusils, plusieurs côtes, les os d'un poignet et d'une jambe, les ongles des orteils d'Ismail.

Ce que les économistes n'expliquent pas, sure la loi de l'"offre et de la demande", c'est que le gouvernement du Bangladesh utilise la police et l'armée pour maintenir, par une répression d'une extrême violence (matraquages, emprisonnements, torture et mort des travailleuses/eurs) pour maintenir les salaires extrêmement bas et les profits des capitalistes extrêmement élevés. J'ai rencontré le chef syndicaliste Ismail, de la Fédération des travailleurs des textiles et des vêtements du Bangladesh.

"Loi de l'offre et de la demande", "Loi du marché" et "Loi de l'équilibre général" n'ont rien de naturel. Elles sont le résultat de la violence capitaliste contre les travailleurs :

Les capitalistes, propriétaires de moyens de production et de répartition, au moyen de leur État, interviennent constamment dans l'économie.

On ne peut séparer l'économie de la politique. Dans leurs explications de la "loi de l'offre et de la demande", les économistes capitalistes isolent l'économie de la politique. Ils ne parlent pas de l'intervention constante de l'État capitaliste, des lois capitalistes, de la police et de l'armée capitalistes contre les travailleurs (le prolétariat) et contre les peuples de chaque pays et au niveau mondial.

L'État capitaliste est l'institution qui établit les lois capitalistes, qui dirige la police et l'armée, les prisons et les institutions capitalistes (enseignement, santé, appui à l'industrie et au commerce, guerres, etc.). L'État capitaliste est surtout la machine de répression en faveur des capitalistes et contre le prolétariat (travailleurs qui n'ont que leur force de travail, physique ou intellectuelle, pour gagner leur vie), intervient violemment et empêche les efforts naturels des travailleurs de s'unir et de lutter pour améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Dans le monde, il y de plus en plus de zones où les syndicats sont interdits :

Toujours à Narayanganj, il y a aussi ce que l'on appelle les «Export Processing Zones» (EPZ). Nous n'avons pas pu les visiter car elles sont défendues au public. Seules les personnes qui y travaillent ont le droit d'y entrer. Dans les EPZ, les travailleurs n'ont pas le droit de parole, d'association, de presse. C'est un retour au 19ème siècle, à la dictature totale des capitalistes maintenue par l'État capitaliste, par ses lois, sa police, son armée, ses prisons, ses institutions.

La loi de l'État capitaliste du Bangladesh interdit tout simplement la création de syndicats. Ces zones de totale dictature de la bourgeoisie existent dans d'autres pays (les "maquiladoras" du Mexique et d'Amérique centrale, les usines de Chine, du Pakistan, de l'Inde, et bien sur les exploitations agricoles (les batays de République dominicaine, entre autre).

De plus en plus, les capitalistes qui dirigent la mondialisation exigent des États capitalistes l'adoption d'«Export Processing Zones», de «zones franches» (libres de syndicats), de «maquiladoras», dans un nombre croissant de pays.

La "loi de l'offre et de la demande" est imposée par la violence de l'État capitaliste, qui fixe les conditions de l'offre et de la demande en matière de salaires et de conditions de travail et de vie. Cette fameuse "loi de l'offre et de la demande", semble ainsi, très naturelle, très démocratique, alors que l'État capitaliste intervient constamment et avec une extrême violence contre les travailleurs et contre les peuples pour maintenir bas les salaires et élever les profits par ce système brutal de répression antisyndicale, anti-démocratique, empêchant le regroupement naturel des travailleurs et des peuples pour améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Le transfert des capitaux vers les pays les plus violemment exploités

Le maintien de "loi de l'offre et de la demande" conduit à une détérioration mondiale des conditions de travail et de vie du prolétariat et des peuples :

En fait, la loi de l'offre et de la demande fait en sorte que les capitalistes propriétaires des manufactures de vêtement n'investissent plus au Canada. Ils transfèrent leur capitaux au Bangladesh, en Chine, au Mexique, où les salaires sont extrêmement bas. L'industrie du vêtement est en train de mourir au Canada. Les capitalistes n'investiront au Canada que si les travailleurs canadiens acceptent de baisser leurs salaires et le niveau de leurs conditions de travail et de vie. Dans le monde entier, la loi de l'offre et de la demande exige que les travailleurs travaillent davantage pour des salaires et des conditions de travail et de vie inférieurs.

La crise économique est due au fait que la loi de l'offre et de la demande réduit les salaires et donc les dépenses des travailleurs ou qui tombent en chômage parce que les compagnies ferment et vont s'installer dans les pays où les conditions de travail et de vie sont effroyables. Mais de plus en plus de travailleurs ne peuvent plus acheter des capitalistes les produits que ceux-ci vendent. Pour que l'économie reprenne,

l'État capitaliste adopte des lois anti-ouvrières, anti-démocratique, brise les grèves pour forcer les travailleurs à accepter de travailler davantage pour des conditions inférieures.

Les profits des capitalistes les plus impitoyables augmentent. Pour survivre et se maintenir en affaire, tous les capitalistes doivent devenir impitoyables. C'est ainsi que les salaires et les conditions des travailleurs se détériorent pendant que les profits des compagnies dominantes atteignent des chiffres astronomiques, et la crise s'installe au niveau mondial.

L'État capitaliste, une machine de répression capitaliste contre les travailleurs et les peuples :

Les économistes bourgeois n'expliquent pas, contrairement aux marxistes-léninistes, que l'État est toujours une machine de répression au service de la classe dominante, dans le cas actuel la classe des

capitalistes, pour maintenir sa domination sur la classe dominée, actuellement le prolétariat (travailleurs qui n'ont que leur force de travail physique ou intellectuelle pour gagner leur vie).

Les théories de Marx et d'Engels et de Lénine et de Staline :

Des millions de travailleurs vivent sous la dictature de la bourgeoisie (capitalistes, commerçants, propriétaires de grandes exploitations agricoles, etc.). Les communistes adoptent trois principes fondamentaux de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline : (1) la voie révolutionnaire vers le socialisme; (2) l'instauration de la dictature du prolétariat; et (3) la confiscation de tous les moyens de production et de répartition et édification de l'économie socialiste.

LIBRE ÉCHANGE ET MONDIALISATION DÉCADENTE

18.01.2012

Robertbibeau@hotmail.com

<http://www.centpapiers.com/libre-echange-et-mondialisation-decadente/92365>

RÉDUCTION DES RECETTES DE L'ÉTAT = CRISE DE LA DETTE

« *Vingt ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre* », c'est le titre du troisième ouvrage des Économistes atterrés (1). Le premier de la série intitulé *Le Manifeste des économistes atterrés* « lançait un cri d'alarme contre ceux qui tentent de nous faire croire que la SEULE solution à la crise est libérale », déclare Benjamin Coriat, professeur d'économie à l'Université Paris 13 et coprésident des Économistes atterrés (2).

Quel énigmatique manifeste économique, quel étrange constat de ces économistes atterrés ! En effet, la solution à la crise économique libérale ne peut être 'libérale' car alors il n'y aurait pas de crise économique 'libérale'. C'est par la faute des mesures économiques 'libérales' – anarchiques – que l'économie dite 'libérale' est en crise. Mais soyons honnêtes, la politique économique capitaliste ne peut être que 'libérale', c'est-à-dire follement et

librement à la poursuite du taux de profit maximum – alors que les lois inéluctables qui régissent ce système économique anti-démocratique entraînent la baisse tendancielle des taux de profit –. Les politiques dites 'libérales' sont donc une réponse à cette quête perpétuelle, jamais assouvie, et non pas une solution à la crise 'libérale'.

Écoutons à nouveau l'économiste atterré et indigné : « Dans cet ouvrage-ci, nous voulons **tordre le cou à l'idée que la crise est la conséquence de dépenses publiques liées à une politique sociale trop dispendieuse**. Il s'agit d'une mystification. Ne nous trompons pas de crise. La dette est intégralement provoquée par la spéculation financière » (3).

« C'est le coût de la crise financière qui nous a mis en difficulté et a fait éclater la dette souveraine »,

ajoute l'économiste Coriat. « **Il est donc aberrant de taper sur les politiques sociales. Cette folie sur les cures d'austérité ne va pas nous faire sortir du trou financier.** En 2011, les entreprises du Cac 40 (indice boursier parisien) ont distribué 37 milliards d'euros sous forme de dividendes. En regard, le coût de la dette publique en France est de 45 à 48 milliards d'euros. On appréciera » (4). Ici l'économiste outré a parfaitement raison. L'assistance sociale prodiguée aux banques et aux boursicoteurs à coups de milliards de fonds publics a été le vecteur qui a provoqué l'écèlement vertigineux de la dette souveraine (auxquels s'ajoutèrent les dépenses militaires débridées).

Les Économistes prostrés en appellent à un **renouveau de la protection sociale** : selon eux, la déconstruction des systèmes de protection sociale s'est accélérée dans la plupart des pays d'Occident à partir de la décennie **90**, donc bien avant la crise boursière des 'subprimes' (2008) et avant la crise de la dette souveraine de 2011. « Dans les médias, la protection sociale (celle destinée au peuple pas celle destinée aux banques, NDLR) continue d'être présentée comme un **puits sans fond**, et la persistance des besoins de financement comme le résultat d'une croissance sans cesse plus forte des dépenses. «Pourtant, l'analyse des comptes sociaux dément ce discours – renchérit Monsieur Coriat. La part des dépenses sociales dans le PIB est à peu près stable depuis 15 ans ». **Tout est dit, la part des dépenses sociales dans le produit intérieur brut est stable depuis 15 ans.** Ces dépenses sociales ne peuvent donc avoir provoqué la hausse vertigineuse des déficits gouvernementaux et l'accroissement de la dette souveraine...

Les déficits publics sont davantage le résultat d'un **manque de recettes** et d'une hausse de certains postes budgétaires (déboursés militaires et subventions aux banques) que de l'augmentation incontrôlée des dépenses sociales.

Avec la croissance des besoins sociaux (vieillesse de la population, progrès médical, augmentation de la population), **le dogme 'libéral' selon lequel il ne serait plus possible de dépenser**

d'avantage pour la protection sociale a entraîné des difficultés accrues de financement dans les services et les établissements de santé, d'autant que la multiplication des emplois à temps partiel et la progression du chômage ont **réduit drastiquement les recettes de l'État**. Les politiques 'libérales' ont transféré aux ménages une part croissante de ce financement, pendant que les employeurs bénéficiaient d'exonérations de cotisations sociales et que les riches obtenaient des congés d'impôts, des dégrèvements fiscaux. Tous ces 'cadeaux' se sont traduits par un manque à gagner fiscal important, déclare l'économiste pétrifié.

« Les Économistes atterrés dressent les indicateurs qui témoignent de la baisse de la couverture sociale : hausse du ticket modérateur, multiplication des remboursements, instauration de forfaits et de franchises couplés au développement des dépassements d'honoraires. Résultat : la prise en charge de la consommation de soins de santé et de biens médicaux par la Sécurité sociale a fortement diminué (depuis **1990**, NDLR) » (5).

CONCURRENCE INTER-IMPÉRIALISTES

Ce qu'il faut toutefois comprendre, c'est qu'ils sont **inévitables ces dégrèvements d'impôts, ces congés de cotisation sociale et de cotisation chômage, ou encore ces congés de contribution aux caisses de retraite**. Elles sont incontournables ces subventions destinées aux banques, aux multinationales et aux milliardaires de l'industrie. Comment voulez-vous qu'un capitaliste canadien, américain ou français parvienne à concurrencer un capitaliste chinois qui paie sa force de travail environ **300 euros par mois** alors que ses concurrents occidentaux paient dix ou quinze fois ce salaire sans compter les avantages sociaux (régimes d'assurance emploi, assistance médicale, assurance accident du travail, caisse de retraite, etc.) ?

En termes économiques les dépenses gouvernementales dites 'sociales' sont des coûts, – des dépenses – qui se trouvent inclus dans le prix des produits offerts sur le marché. La

‘mondialisation’ et le ‘libre-échange’, éliminant les entraves – les protections tarifaires – entre les pays, ont placé toutes les marchandises, même la marchandise « main d’œuvre » directement en concurrence avec les marchandises et les coûts de production des pays asiatiques y compris la Chine.

L’économiste atterré et indigné devrait comprendre que le fait d’augmenter les charges sociales des entreprises de France, du Canada, des États-Unis élève directement le prix des marchandises commercialisées par ces vieux pays impérialistes en déclin qui ne sont plus concurrentiels face à l’impérialisme chinois.

LEVONS DES PROTECTIONS DOUANIÈRES !

Mais alors, pourquoi ne pas imposer des barrières tarifaires et taxer les importations chinoises, indiennes, asiatiques pour les rendre plus onéreuses et les empêcher d’entrer sur nos marchés étranglés ? Impossible, ce sont les impérialistes occidentaux eux-mêmes qui ont imposé l’élimination progressive des barrières tarifaires et qui imposent aujourd’hui le ‘libre-échange’ et le ‘libéralisme’ économique aux asiatiques.

L’Organisation mondiale du commerce (OMC), mise sur pied par les pays occidentaux, a pour tâche de surveiller les récalcitrants et de sanctionner les protectionnistes qui ferment leurs frontières à l’invasion des produits asiatiques et chinois. Cent cinquante pays sont membres de l’OMC et vivent sous les diktats de cette organisation pour la mondialisation sans compter les édits du FMI et de la Banque Mondiale.

Pourquoi les capitalistes occidentaux ont-ils creusé ainsi leur propre tombe en abolissant les protections douanières, se plaçant à la merci de la concurrence étrangère ? C’est tout simplement que vers les années 1975 les capitalistes d’Occident ont pris modèle sur leurs concurrents impérialistes soviétiques qui eux délocalisaient en partie leur production vers les pays de leur sphère d’influence,

pays aux salaires plus bas qu’en Union Soviétique. C’est ainsi que la Tchécoslovaquie, l’Allemagne de l’Est, la Pologne, la Hongrie sont devenues des pays ateliers de l’impérialisme soviétique. Chaque pays satellite avait sa spécificité industrielle, certains pays de la sphère d’influence tiers-mondiste n’avaient pour tâche que de fournir certaines matières premières (Cuba le sucre, Angola le pétrole, Vietnam le riz), d’autres des produits usinés ou semi-usinés.

À partir de 1975 les impérialistes occidentaux ont appliqué ce modèle d’exploitation aux pays sous leur domination en Asie, en Amérique latine et en Afrique et ils ont commencé à fermer leurs usines en métropole et à les relocaliser dans les pays néocoloniaux. C’est alors qu’ils ont eu l’idée d’abolir les barrières tarifaires et de préconiser le ‘libre-échange’ de façon que les marchandises de leurs filiales en pays coloniaux puissent entrer en métropole sans être taxées. **Pour un impérialiste français, canadien ou américain, encaisser ses profits à partir de sa filiale taiwanaise ou coréenne ou à partir de son usine de Montréal, de Toulouse ou de Pittsburg n’a aucune importance puisque pour ce capitaliste le profit est sa seule patrie.**

Si demain la France érigeait des barrières tarifaires et imposait des tarifs douaniers aux produits importés, ce sont les entreprises Renault, Peugeot, Vivendi, Lagardère, Veolia ou Michelin qui ne pourraient plus importer en France les marchandises qu’elles font produire en Thaïlande, au Vietnam, en Côte d’Ivoire, en Corée et en Chine.

Si un pays capitaliste décidait de quitter l’OMC et d’ériger des barrières douanières à ses frontières, d’abord il ne pourrait le faire sans se doter de sa propre monnaie nationale. Ensuite, il ferait augmenter drastiquement le prix des marchandises importées offertes sur son marché national, ce qui provoquerait une inflation importante et la dépréciation de l’épargne des travailleurs et, par ricochet, la diminution de la consommation domestique; une situation qui entraînerait à son tour

la réduction des recettes fiscales de l'État et l'augmentation de la dette souveraine, sans parler des mesures de rétorsion que les pays capitalistes voisins seraient en droit de lui imposer sur ses propres exportations.

J'entends d'ici clamer les nationalistes-socialistes, dont Ron Paul – candidat libertarien à l'investiture républicaine – : « Mais nous pourrions ainsi à l'abri de la concurrence chinoise **réindustrialiser** la France, les États-Unis, le Canada, la Grèce, l'Italie, et produire nos propres marchandises pour nos marchés domestiques ». Que nenni! Sous la division internationale du travail impérialiste, certains pays produisent des matières premières, d'autres fournissent l'énergie fossile, d'autres la main d'œuvre bon marché, d'autres les usines de transformation primaire, quelques-uns des machines-outils (Allemagne, Japon, Chine), moyens essentiels à la production des outils de production des marchandises. Toutes ces marchandises doivent pouvoir circuler d'un pays à l'autre afin de permettre aux capitalistes de réaliser le plus haut taux de profit; c'est pour cela qu'il importe de ravir à ses concurrents ses matières premières, sa force de travail (plus-value) et ses marchés. La '**ré-industrialisation**' d'un pays impérialiste désindustrialisé est une chimère que colportent les opportunistes en chemises brunes nationales-socialistes à l'occasion des mascarades électorales.

LE MÉCANISME DE LA CRISE ÉCONOMIQUE CAPITALISTE

Résumons l'ensemble de la mécanique de fabrication des crises économiques sous le régime capitaliste. Pour maintenir leurs profits les entreprises des vieux pays impérialistes décadents – françaises, canadiennes, américaines, britanniques, espagnoles italiennes – ont fermé plusieurs usines dans leurs pays respectifs et les ont relocalisées dans des pays émergents, semi-coloniaux, aux salaires de misère.

Ce faisant, ces entreprises ont provoqué chômage, emploi précaire, diminution des contributions aux

programmes d'assurance emploi, aux programmes d'assurance médicale et aux régimes de retraite des employés et réduction proportionnelle des taxes et des impôts versés à l'État, tout en réduisant en parallèle le pouvoir d'achat de leurs clients dans les pays métropolitains, clients que ces entreprises sollicitent tout de même pour acheter leurs marchandises fabriquées en Asie.

Moins d'argent à l'État et moins de pouvoir d'achat dans les poches des clients métropolitains en chômage ou sur l'assistance sociale amènent les banques à stimuler la demande en offrant du crédit inconsidérément : des millions de maisons ont été achetées à crédit, des automobiles et des appareils électroniques aussi. Que survienne une légère hausse des taux d'intérêt ou une perte d'emploi, les emprunteurs surendettés ne peuvent rembourser. Ils déclarent faillite personnelle et les banques s'effondrent – les gouvernements volent au secours non pas des emprunteurs mais des créanciers – les banquiers – et renflouent ces milliardaires à coup de fonds publics dévalués et inflationnistes alors que les revenus de l'État s'amenuisent comme peau de chagrin. C'est la crise de la dette souveraine – pas assez de revenus fiscaux tirés d'une économie asphyxiée et trop de déboursés en faveur de capitalistes qui exigent des aides de l'État providence pour maintenir la consommation, les emplois encore disponibles dans le tertiaire parasitaire et les quelques usines qui n'ont pas encore été délocalisées. C'est la spirale infernale de la misère.

L'IMPÉRIALISME CHINOIS

Pendant ce temps se profilait à l'horizon – 1990 – une nouvelle superpuissance industrielle bénéficiant du coût dérisoire de sa main d'œuvre. Contrairement aux pays ateliers du Sud-Est asiatique, la Chine championne de la 'mondialisation' développe ses propres entreprises nationales à l'abri de sa monnaie, le Yuan sous-évalué – c'est la tactique qu'utilise la Chine pour sa protection douanière – si bien que ce sont les capitalistes nationaux chinois qui empochent les

profits et profitent des lois ‘libérales’ de libre-échange imposées préalablement par les capitalistes des vieux pays impérialistes en déclin (6).

La nouvelle puissance chinoise redéfinit l’ensemble des relations commerciales, industrielles et financières de la planète et impose sa nouvelle division internationale du travail. Pendant que la situation économique et financière des pays impérialistes occidentaux se détériore constamment, ceux-ci en viennent à emprunter à la Chine capitaliste extrêmement riche. De pays débiteur la Chine devient pays créditeur – le nouveau banquier du monde capitaliste. **C’est le triomphe du yuan sur le dollar déprécié pendant que l’euro tente de se maintenir à flot.**

Nous en sommes là présentement. Pour combattre ce nouveau concurrent chinois, les pays impérialistes occidentaux n’ont pas d’autres choix que de réduire le coût de la marchandise « main-d’œuvre » – force de travail – mais cela est très difficile car un ouvrier occidental ne peut pas se contenter d’un salaire de 300 euros par mois. Sans services sociaux, sans services médicaux, sans soutien à l’éducation et sans contribution aux régimes de pension, il mourrait de faim tout en travaillant comme un forçat. Déprécier et déliter totalement la force de travail ne peut être la solution aux problèmes des capitalistes occidentaux qui pourtant s’y exercent avec acharnement.

SUBVERSION ET GUERRES LOCALES

Les lois incontournables du développement systémique capitaliste le mènent à l’impasse. Comme ils ne peuvent concurrencer l’impérialisme chinois sur le terrain de la productivité et de la performance industrielle (sauf l’Allemagne et le Japon qui y sont parvenus un certain temps), les impérialistes des pays en déclin (États-Unis, France, Royaume-Uni, etc.) tentent par la subversion et la guerre de rapine de nuire aux intérêts chinois et de lui ravir ses sources de matières premières, ses approvisionnements en pétrole et ses marchés.

Voilà pourquoi depuis **1990** on assiste à une recrudescence des guerres régionales, des conflits locaux, à la remise en cause des résultats électoraux dans les pays néocoloniaux, à l’écèlement de révolutions colorées manigancées, à la révolte des peuples arabes, à l’agression contre le Liban, à la subversion contre la Syrie, l’Iran, le Yémen, à l’écèlement de guerres de basse et de haute intensité dans les ex-républiques soviétiques et dans de nombreux pays d’Afrique. La rivalité inter-impérialiste entre les trois grands blocs **États-Unis-ALENA – Euroland – Alliance de Shanghai** a pris cette forme meurtrière avant de possiblement dégénérer en conflit généralisé.

Afin de mieux contenir les appétits et les ambitions chinoises et de faire face à ses éventuelles représailles, Obama annonçait en janvier 2012 le redéploiement des troupes d’agression américaine : délaisser les fronts secondaires et concentrer les manœuvres de subversion en Asie et autour du Pacifique face à la Chine – redéploiement que nous avions annoncé en décembre 2011 (7).

De tout ceci il faut déduire que ce n’est pas par mauvaise volonté, par bêtise, méchanceté ou par incompetence que les capitalistes occidentaux et leurs gouvernements de laquais à la solde des multinationales nous ont menés à la faillite et à la ruine sociale. Ce sont plutôt les lois inéluctables du système économique capitaliste ‘libéral’ dont le premier objectif de l’activité n’est pas de satisfaire les besoins sociaux du peuple travailleur mais d’accumuler le plus de profits possible, peu importe que cela entraîne la réduction des services à la population, l’esclavage salarié et le chômage, la paupérisation des peuples et la misère pour le plus grand nombre.

Non, effectivement, la SEULE solution à la crise ‘libérale’ n’est pas ‘libérale’, monsieur l’économiste exaspéré ; SEULES les causes de la crise sont ‘libérales’. Dans ces conditions, comment faire pour sortir collectivement de ce calvaire économique ‘libéral’ ? Par des ‘réformes’ vous ne parviendrez

pas à sauver ce système en décrépitude, alors pourquoi ne pas l'occire ?

(1) *Les économistes atterrés : changer d'économie ! Nos propositions pour 2012* : Editions les liens qui libèrent : 18,50 euros : janvier 2012

Retrouvez les économistes atterrés sur leur site : <http://atterres.org/>

(2) Pour cette partie nous nous sommes inspiré de l'article de Anne-Marie Thomazeau. 6.01.2012. http://www.viva.presse.fr/spip.php?page=article&id_article=16404

(3) http://www.viva.presse.fr/spip.php?page=article&id_article=16404

(4) http://www.viva.presse.fr/spip.php?page=article&id_article=16404

(5) http://www.viva.presse.fr/spip.php?page=article&id_article=16404

(6) Vincent Gouysse. Le réveil du drago s'accélère! Septembre 2011. [http://www.communiste-bolchevisme-](http://www.communiste-bolchevisme.net/download/Le_reveil_du_dragon_s_accelere.pdf)

[bolchevisme.net/download/Le_reveil_du_dragon_s_accelere.pdf](http://www.communiste-bolchevisme.net/download/Le_reveil_du_dragon_s_accelere.pdf)

(7) « (...) essaiera de soulever une vague de protectionnisme et de nationalisme fanatique et les États-Unis tenteront d'impulser une désastreuse "Guerre Froide" contre la Chine. Au cours de 2011 Obama a fourni le cadre et la justification d'une confrontation à grande échelle et de longue durée avec la Chine. Ce sera un effort désespéré pour maintenir l'influence étatsunienne et conserver ses positions stratégiques en Asie et partout dans le monde.»

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/deux-mille-douze-avant-et-apres-107411> «Les États-Unis seront contraint de réduire leurs dépenses militaires et d'abandonner certains théâtres d'intervention pour concentrer leurs efforts sur quelques scènes prioritaires.». Nous connaissons maintenant ces scènes prioritaires, la Chine et le Pacifique.

RUBRIQUE «CLASSIQUES DU MARXISME LÉNINISME»

Nous continuons à vous présenter des résumés des «classiques du marxisme-léninisme» qui sont les textes fondamentaux de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline les plus étudiés par les militantes/ants communistes. Et qui sont tirés du «Guide de lecture des classiques du marxisme», traduction d'un livre publié en 1952 par le Parti communiste de Grande-Bretagne. Ces résumés Le «Guide» a été traduit et publié à Montréal en 1982 par les Éditions Drapeau Rouge et dernièrement par le site du camarade Vincent Gouysse : <http://www.communiste-bolchevisme.net/>. Vous trouverez sur ce site tous les classiques du Marxisme-Léninisme

La crise générale du capitalisme

Dans le rapport au XIV^e Congrès, il présente une analyse détaillée de ce que l'on entend par "stabilisation du capitalisme" et il démontre que cette "stabilisation" est aléatoire et conduira dans un avenir rapproché à une autre crise accompagnée de la menace de nouvelles guerres.

Dans ce rapport, et aussi dans celui au XV^e Congrès, Staline démontre que le monde capitaliste est déchiré par des contradictions insolubles — entre le prolétariat et la bourgeoisie; entre les impérialistes et les peuples des colonies ; entre les impérialistes eux-mêmes et enfin entre le monde capitaliste et la terre des Sovièts.

Au XV^e Congrès, et plus explicitement au XVI^e Congrès, il explique, qu'avec la Première Guerre mondiale et la Révolution socialiste, le capitalisme est entré dans une phase de crise générale. La crise générale du capitalisme, qui a débuté pendant la guerre impérialiste, mine dit-il, les fondements même du capitalisme. Voici les principaux aspects de la crise générale :

a) le capitalisme ne représente plus le seul et unique système de l'économie mondiale ; on retrouve côté à côté le capitalisme et le système socialiste ;

b) l'autorité de l'impérialisme a été minée dans les pays coloniaux et dépendants et il ne peut plus imposer ses volontés comme avant dans ces pays ;

c) dans les pays coloniaux et dépendants, est apparue une jeune bourgeoisie qui dispute les marchés aux

vieux pays capitalistes, ce qui aiguise et complique la lutte pour les marchés ;

d) dans les pays capitalistes, on remarque une sous-utilisation chronique des forces productives et un chômage permanent.

La nature et les causes de la crise capitaliste

Au XVI^e Congrès tenu en 1930, alors que le monde capitaliste est déjà plongé dans une nouvelle crise économique- mondiale, Staline démontre le caractère de la crise comme étant une crise de surproduction et expose clairement sa nature et ses causes. Dans ce rapport au congrès, le lecteur trouvera une définition, approfondie mais claire (1) de la nature et des causes de la crise économique capitaliste.

Staline poursuit ensuite en analysant d'une façon détaillée les circonstances particulières qui firent de la crise capitaliste qui éclata en 1929 une crise mondiale d'une gravité et d'une importance exceptionnelles. Il démontre comment cela a exacerbé toutes les contradictions du capitalisme et devait inévitablement conduire à une tentative de résoudre les contradictions en organisant de nouvelles attaques armées contre l'URSS .

A PROPOS DU « PROGRAMME-CANDIDAT » DU PRCF.

Extrayons tout d'abord du texte du PRCF ce qui nous semble principal, car TOUT LE RESTE EST UN CATALOGUE RÉFORMISTE et surtout IRRÉALISTE ;

(source : <http://leP>c>F.fr/Le-Programme-candidat-du-PRCF>)

« L'issue véritable, c'est au contraire d'associer à nouveau le drapeau rouge des ouvriers au drapeau tricolore de la nation en faisant renaître avec tous les vrais communistes de ce pays, membres ou pas du P>C>F, un vrai parti communiste, un fort mouvement syndical de classe renouant avec les traditions CGT, un large Front de Résistance Antifasciste, Patriotique et Progressiste (FRAPP). Celui-ci n'hésitera pas à :..... »

Quelle phrase creuse « un vrai parti communiste » « les traditions de la CGT » etc.....

C'est ça l'issue (c'est-à-dire la sortie ? – pas l'AVENIR) ?

Les communistes -comme disait Marx- ne lisent pas l'avenir dans les chaudrons de l'histoire.

Bien malin et présomptueux celui qui peut dire de quoi sera fait demain.

Le catalogue proposé par le PRCF n'est qu'un projet « d'amélioration » du capitalisme. Le PRCF veut nous laisser croire que depuis 1945 toutes les conditions politiques, économiques, militaires, sociales idéologiques, internationales, etc..... sont restées identiques, et il se revendique donc du CNR (Conseil National de la Résistance).

Or le CNR et ses réalisations ne furent possible qu'à la sortie d'une guerre laissant un pays avec une économie exsangue, un corps politique déconsidéré, un parti communiste puissant, une classe ouvrière combative, un État chancelant.

Le CNR ce fut AUSSI l'occasion pour la bourgeoisie de s'accorder un répit pour prendre sa revanche quand des conditions plus favorables adviendraient.

Bien sûr les réformes imposées au patronat et au capital furent importantes, mais ce ne fut qu'un seul aspect de la contradiction de classe qui fut réglé provisoirement : celui qui permettait d'apaiser la lutte des classes et on peut dire que cela a fonctionné pendant quelques dizaines d'années (Pour le Capital des réformes sont toujours préférables à une Révolution, question de bon sens ... capitaliste !).

La bourgeoisie n'oublie jamais. Quant au P»c»F, gangrené par le révisionnisme moderne (avant même le rapport Kroutchev – voir les discours de Thorez pour appeler les ouvriers à « retrousser leurs manches » -, il a été le complice actif de cette soumission du prolétariat au légalisme, à l'électorisme, au réformisme.

Le programme du PRCF élude ces questions, ces analyses. Pour lui le P»c»F est resté communiste jusqu'à la chute du mur de Berlin (comme il considère que la Russie est restée socialiste jusqu'à cette date !).

Il refuse toute remise en cause, toute analyse sur les questions nationales et internationales de 1945 à nos jours.

C'est beaucoup pour des gens qui se prétendent « communistes » - ?

Pouvons-nous en tant que communistes faire l'impasse sur la question coloniale ou la position du P»c»F fut nationaliste ? ?

Pouvons-nous effacer Budapest, Prague, l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes ?

Pouvons-nous oublier les trahisons de Mai 68 ?

Les accords de gouvernement avec les socialistes, l'appel à voter Mitterrand en 1965 ?

Pouvons-nous oublier le suivisme de la ligne Kroutchev et la condamnation des camarades Albanais et Chinois ?

Alors tout le reste de ce programme ce n'est que du verbiage. Un discours destiné à des gens qui regardent vers le passé de manière nostalgique. Et surtout, plus grave encore, ce « programme » vise à répandre l'illusion qu'on peut transformer les choses avec des Réformes : de la banque, des entreprises, de la sécurité sociale, etc.

Jamais la forme répressive de l'Etat des capitalistes n'est abordée. Jamais il n'est dit ce qui se passera si les capitalistes s'opposent à ces « réformes révolutionnaires » !

Et ce n'est pas en appelant « à faire renaître un vrai parti communiste » qu'on résout la question.

Bien sûr qu'il faut un parti communiste, mais le programme qui du PRCF n'est pas un programme communiste. La duperie est là : d'un côté on fait croire qu'on va faire un parti mais de l'autre on ne parle pas de l'Etat du capital, de la violence de l'Etat. On ne dit pas dans quelles conditions a pu être mis en place le programme du CNR et comment il fut laborieusement détruit par la bourgeoisie et ses collabos socialistes et « communistes ».

Ce programme est un attrape mouche. Mais qui va-t-il convaincre ?

Il s'adresse à la petite bourgeoisie qui croit qu'on peut obtenir des chose du capital par un mouvement de masse (au demeurant inexistant !).

Il s'adresse à la petite bourgeoisie dans le sens ou il ne pose pas la question d'un parti communiste de manière claire et correcte, c'est-à-dire léniniste : le PRCF met sur un même

> plan : un PC, le syndicat, une organisation de masse (FRAPP), mais ne dit JAMAIS ce qu'est un parti communiste sur le plan organisationnel et programmatique : centralisme démocratique, organisation politico-militaire, soumission de l'individu à la discipline collective, haut niveau politique des membres du parti (élite), prise du

pouvoir y compris par des voies non démocratiques, dictature du prolétariat.....

Le PRCF avait d'ailleurs donné des gages, voici peu de temps, à cette petite bourgeoisie rassurée par les réformes, effrayée par la révolution, en produisant un texte sur Staline qui en dit long sur l'aptitude de ce groupuscule à manipuler la langue de bois. (source :

<http://www.initiative-communiste.fr/wordpress/?p=10234#more-10234>

Ce catalogue pompeusement appelé programme ne peut pas être entendu par le peuple car les conditions qui sont faites à ce dernier par le capital sont bien au-delà de ce que raconte le PRCF.

Tout ouvrier, tout employé, tout petit paysan, qui est aujourd'hui confronté à la brutalité économique, policière, sociale, sait que ce « beau programme » ne se réalisera pas avec des incantations.

Les contradictions de classe auxquelles sont confrontés ces ouvriers, paysans, employés sont telles que ce « programme » passe loin de leurs préoccupations et de leurs attentes car – dans la réalité lorsqu'ils demandent le millième de ce que propose le PRCF c'est la porte qui leur est offerte, la répression qui leur est imposée, la rue qui leur est proposée.

Alors le programme du PRCF sous des apparats de « gauche » n'est qu'un tissu de mesures illusoires auxquelles croient probablement les dirigeants réformistes du PRCF et quelques uns de leurs membres hantés par la perte de leur poste au sein du P»c»F, mais il est totalement inopérant dans les masses.

Il répand toutefois des illusions et en ce sens il doit être combattu comme tel. Comme celui de Hollande ou Mélenchon et consorts.

Mélenchon qui déclarait il y a peu ceci :

« Notre programme est socialiste en effet par son contenu. Il fait du partage des richesses le principal levier de relance de l'activité utile. Pour nous, le

progrès social est la condition du progrès économique. Et notre point d'appui dans la société est la classe ouvrière qui reste le premier groupe social, même s'il a été rendu invisible par les belles personnes et les médias. Plus largement, nous pensons que tout le salariat peut être aujourd'hui unifié par la lutte contre le développement du précaire. La précarité touche aussi bien les ouvriers que les cadres, les employés ou les étudiants.

L'Humain d'abord se fixe pour ambition d'abolir ce précaire qui ronge les existences et fissure la société.

Pour cela, nous référons du contrat à durée indéterminée la norme du contrat de travail en interdisant les contrats précaires au-delà de 5 ??% des effectifs dans les grandes entreprises et de 10 ??% dans les petites. Et nous titulariserons les 800??000 précaires de la fonction publique.

Ces évolutions en termes de statut social des travailleurs changeront radicalement les conditions d'existence de millions de personnes en leur redonnant la capacité à se projeter et donc aussi à lutter. Notre programme veut donc assurer une transition entre deux états de la société et mise sur une implication croissante des citoyens. La révolution citoyenne est un processus qui vise à devenir permanent. Il prendra d'autres formes à d'autres étapes à mesure que s'approfondira la compréhension des tâches à accomplir.

La désorganisation de la société sous les coups du libéralisme et de la catastrophe écologique nous met tous au pied du mur pour longtemps »

Où est la différence avec le PRCF ?

Nous vivons une époque de grande confusion politique et les dirigeants du PRCF portent la responsabilité, comme d'autres, d'entretenir cette confusion par des propositions qui éloignent les gens de la politique telle que l'entendent les communistes. Qu'ils soient conscients ou pas de ce qu'ils font importe peu, l'important c'est le rôle OBJECTIF que cela a dans la tête de ceux qui les lisent et les écoutent.

Et nous disons que tout cela, toutes ces illusions « démocratiques » et électoralistes, notre peuple n'y croit plus. Mais faute d'une ligne claire, d'une authentique voix communiste dans les masses, ce qui va se passer c'est un afflux des gens du peuple vers le Front National.

Dans le Nord une section CGT « Front National » a été exclue de la CGT (ce qui est illégal aux termes même des statuts de ce syndicat !). Le tout récent conflit de Seafrance voit les syndiqués de base reniés par leur direction parisienne (dans les mêmes termes que la

condamnation du gouvernement !) – Ce qui ne signifie pas que nous soyons partisans des « solutions » préconisées par les uns et les autres –

Mais ces faits montrent que le peuple est laissé à l'abandon. Dès lors la porte est ouverte à tout : à la violence non contrôlée comme en 1995 dans les

banlieues, à la récupération d'un mouvement populaire par des mouvements fascistes, c'est-à-dire à la désespérance politique.

Nous ne sommes pas à genou devant le peuple, parce qu'il serait le peuple. Nous disons simplement qu'à force de l'avoir laissé croupir dans les banlieues, de l'avoir abandonné dans les usines et les entreprises, de l'avoir bercé d'illusions sur l'électoralisme et la « démocratie », le champ est désormais libre à toutes les idées fausses.

Et le « programme » du PRCF continue ce travail.

Les pires trahisons se cachent souvent derrière les plus charmeuses propositions.

OCF - Janvier 2012

<http://www.orgcomfr.com/>

Joseph LOP

MYSTÉRIEUSE APATHIE DES PEUPLES MORTIFIÉS !

Robertbibeau@hotmail.com

<http://les7duquebec.com/>

8.02.2012

DEUX TRISTES NOUVELLES ÉCONOMIQUES

Deux nouvelles économiques sont récemment tombées du fil de presse dans la plus grande indifférence populaire. Pourtant, elles préfigurent parfaitement l'appauvrissement qui s'avance tel un cortège funèbre plongeant les peuples dans la souffrance. Première tragédie, les CHIPS anticipent un effondrement économique pour cause de défaut de paiement du système interbancaire américain, crise qui devrait se répercuter sur le système bancaire mondial comme il en fut en 2008 à la suite du crash des « subprimes » hypothécaires américains (1).

Cette fois les effets seront décuplés car chaque banque détentrice de dollars dépréciés, veut s'en

débarrasser au plus pressé avant la grande dévaluation de la devise états-unienne que nous avons anticipé en décembre dernier – (2).

« D'après un rapport, la cause sous-jacente de l'effondrement du CHIPS, est due à une demande « sans précédent » dans le cadre du soulagement en liquidité immédiate demandée par les principales banques de l'Union Européenne et des États-Unis, écrasées par la dette combinée des USA et des pays européens, dont le total avoisine les 39 000 milliards de dollars. » (3).

La crise syro-iranienne manigancée à l'ONU et les bouffonneries de Benjamin Netanyahu, pugilat en rut radotant ses mantras en exhibant son air pédant contre le Président Ahmadinejad reposant indolent sur un monceau de Rials d'Iran, surprend. Ne soyez plus effrayer bonnes gens l'agression contre l'Iran sera retardée.

La dévaluation de la devise américaine est inévitable et déjà programmée et les éclats de l'agression américano-israélienne contre la Syrie et l'Iran pourraient n'être que le «cover-up » distrayant l'attention pendant que la véritable arnaque bancaire a lieu derrière à la « Clearing House Interbank of Paiement System (CHIPS) » par ceux qui savent et s'affaire à leurs affaires qui consistent à vous spolier de vos « affaires » c'est-à-dire arracher aux gens ordinaires le peu de richesse qui leur reste.

Pendant que les passagers dorment dans les soutes du rafiote CAPITALISTE, la capitainerie de cette gabegie des banquiers, financiers, spéculateurs et boursicoteurs s'affairent dans le silence de la nuit à plier subrepticement bagage et à s'enfuir dans les canots de sauvetage éventés abandonnant le paquebot au repos.

La deuxième nouvelle économique renforce la première. En voici l'exposé : « Les banques à charte canadiennes annoncent qu'elles vont refiler à leurs clients le DOUBLE de l'augmentation du taux d'intérêts que leur impose la Banque du Canada qui souhaite juguler l'inflation (sic). En langage clair, voici ce que la Banque du Canada, les banques et le gouvernement viennent de faire : virer sur le compte des possédants environ 1% par année d'une dette publique et privée d'environ 1,2 TRILLION, soit 12 milliards, dont une partie significative restera aux mains des banques à charte. » (4).

Les riches pigent dans vos goussets presque vides afin de se dédommager d'avoir trop prêté aux consommateurs que vous êtes accessoirement. Accessoirement en effet car le but et la finalité de la production des biens et des services en régime capitaliste n'est pas de produire pour satisfaire les besoins de la population. Le but du système est de produire des biens pour soutirer la plus-value du travail (unique source de profit et de capital) – et la concentration de ce capital dans les mains des monopoles est le moteur du système social, ce que les apologistes de ce régime économique anarchique appellent le MOTEUR qu'est l'initiative privée, c'est-à-dire que l'avidité personnelle MOTIVE les

capitalistes voraces qui assureraient ainsi l'emploi et la prospérité de tous (sic) !

Ronald Reagan, ex-Président et ex-figurant de série B américaine – croyait fermement à ces billevesées et c'est ainsi que ses conseillers ont créés dans les années 80 les conditions idéales pour la concentration maximale du capital entre les mains de ceux qui aujourd'hui tentent d'échapper au naufrage, entassés et terrifiés dans leurs chaloupes défoncées que nous allons bientôt détachées du navire amiral pour les abandonner à leur sort sur les flots de la crise déchainée. Que personne ne pleure et n'envoie pas de fleurs, leur mort sera méritée.

LE MYSTÈRE

Venons-en maintenant à ce mystère qui nous interpelle. Un reporter se demande comment expliquer la 'passivité' de la classe exploitée devant ce borborygme et cette série d'arnaques éhontées ? La petite bourgeoisie, classe hésitante, instable et peu fiable, semble résignée, se serre la ceinture et tente de traverser ce tsunami boursier atterrée, espérant le retour des beaux jours et son opulence évanescence. La classe ouvrière maugrée, manifeste puis rentre dans ses quartiers découragés : « Ce qui est choquant, ce n'est pas tant que les possédants soient à quatre pattes sous la table pour ramasser les miettes avant que Lazare ne s'en nourrisse, c'est qu'ils se donnent si peu de mal pour dissimuler l'opération. Il semble que nous ayons atteint le point où le système n'a plus ni la peur ni le respect d'une population que son apathie condamne à une descente progressive aux enfers. » (5).

Comme l'écrit cet analyste les peuples sont aux portes de l'enfer capitaliste. Toutefois, il est erroné de penser que les gouvernants comme Obama, Sarkozy, Cameron, Merkel ou Harper s'évertuent vicieusement à hausser le taux chômage et à multiplier les emplois précaires afin de maintenir les côtes de la bourse en lévitation. Prétendre que ces impétrants bourgeois contrôlent l'économie – le mode de production et de distribution des biens et

des services en régime capitaliste – c’est leur donner une puissance qu’ils ne possèdent pas.

Ce sont les lois inéluctables du développement du système économique impérialiste (stade ultime du capitalisme) qui entraînent cette opposition irréconciliable entre production non planifiée des biens et des services et la satisfaction des besoins des citoyens pourtant parfaitement prévisibles. Tant que le peuple n’aura pas compris et qu’il n’aura pas tiré les conclusions qui s’imposent – renverser ce système économique putride – aucune solution aux crises économiques à répétition ne sera jamais dénichée ni appliquée (6). Les réformistes, de Ron Paul aux États-Unis, en passant par le Nouveau Parti Démocratique au Canada, jusqu’au Front de gauche et au Front National de droite en France ne feront que retarder l’agonie de ce patient décadent – c’est de l’acharnement thérapeutique pourrait-on dire – patient que l’on devrait laisser mourir dans l’indignité.

Reprenons la question :

Pourquoi si peu de révoltés, pourquoi cette « passivité » des opprimés, pourquoi cette supposée apathie des exploités devant tant d’iniquité, de crimes contre l’humanité – ceux contre la Lybie, la Syrie puis l’Iran n’étant que les plus récentes équipées d’un criminel en série qui sévit depuis des années en toute impunité – et pourquoi pas la révolution maintenant alors qu’il est temps ?

LES CONDITIONS DE LA RÉVOLUTION INÉVITABLE

Plusieurs conditions sont requises pour qu’il y est soulèvement, révolte populaire, puis éventuellement insurrection, révolution et renversement de l’ancien ordre social et son remplacement par un nouveau système social mieux adapté à notre temps. Rappelons que le fait de rassembler un million de manifestants ne constitue pas en soit une révolution. Le président Charles De Gaulle vers la fin des événements de Mai 68 en France, revenant de la

base militaire de Baden-Baden où il avait consulté ses généraux à propos de l’écrasement sanglant du soulèvement étudiant, avait réuni un million de promeneurs solitaires pour soutenir son pouvoir réactionnaire.

Il ne suffit pas non plus d’obtenir le départ à la retraite prématuré d’un tyran muni d’un parachute doré puis de laisser les généraux désignés par le dictateur poursuivre leur oppression comme si rien ne s’était passé pour déclarer la révolution achevée. De fait, cela ressemble d’avantage à une révolution avortée. Heureusement, les jeunes égyptiens et les tunisiens poursuivent leur soulèvement dans le plus grand silence médiatique.

PREMIÈRE CONDITION D’UNE RÉVOLUTION RÉUSSIE

La première condition d’une révolution est apportée par une crise économique profonde qui jette sur le pavé des millions de désœuvrés. Cette condition est déjà confirmée dans de nombreux pays du tiers-monde et cette condition est en préparation dans plusieurs pays occidentaux : « La vie de la plupart des salariés américains est si difficile, ils sont tellement dans la survie, que chacun devient obnubilé par son avenir personnel (et celui de sa famille immédiate NDLR). Les chômeurs manifestent une grande tristesse existentielle (...) ces gens sont concentrés sur leur survie non sur l’histoire de leur vie. Cela les mets en colère ou les rends nostalgiques (taux de suicides en hausse NDLR). Les salariés ont si peu de garanties sociales qu’on trouve toujours des gens pour travailler pour des salaires moindres, ou pour des durées plus courtes. Cela crée une flexibilité qui pousse vers un marché du travail où la précarité devient la norme. » (7). Les immigrants importés d’Asie et d’Amérique Latine viennent accroître la pression sur les emplois et les salaires de misère.

C’est cela la véritable INSÉCURITÉ de la vie en Amérique en faillite plutôt que la pseudo menace-spectacle de feu Ben Laden. À bien des égards la société américaine offre des conditions de vie et de

survie (mortalité, maladie contagieuse, niveau de scolarité, écart de revenu, pauvreté, etc.) semblable à ceux des pays sous-développés, et pourtant la révolte y est larvée et habituellement liquidée après d'éphémères envolées.

DEUXIÈME CONDITION NÉCESSAIRE

La classe dirigeante ne parvient plus à gouverner et à régler les contradictions qui la déchirent en plusieurs factions aux intérêts antagonistes. Cette condition semble propice aux États-Unis ou le Congrès paralyse l'exécutif. Des conditions semblables se profilent en Europe suite à la crise de la dette souveraine et la mise au pas des pays récalcitrants. Cette condition est souvent présente dans les pays d'Afrique.

TROISIÈME CONDITION REQUISE

La classe dominante voit tomber l'audience de son immense « mainstream » médiatique de propagande chargé de produire de l'ignorance, du consentement et de la résilience. Cette condition n'est rencontrée nulle part dans les pays développés malgré les avancées des médias alternatifs qui demeurent encore marginaux.

Cependant, la participation aux élections bidons bourgeoises en nette régression donne un indice du désintéressement de la population qui ne se fait plus aucune illusion à propos des mascarades électorales.

C'est ici que surgit la coterie des partis de « gauche » anarchistes, trotskystes, pseudos communistes, opportunistes, altermondialistes, réformistes de tout acabit ayant pour mission de duper, mystifier, compliquer, pleurnicher et implorer, décourager, réformer mais jamais au grand jamais de renverser l'ancien pour faire place au nouveau.

Si dans les années de l'impérialisme triomphant (1980-1990) ils étaient tous disparus ou presque, ils ont resurgi de la couche tels des champignons

euphorisants et ils multiplient les colloques depuis l'accentuation de la crise capitaliste en 2006. Ils forment la cinquième colonne 'indignée' au sein du mouvement idéologique et politique ouvrier chargé de distiller leur venin utopiste et réformiste – afin d'assurer la survie du régime. La classe ouvrière doit affronter ce maelstrom opportuniste.

QUATRIÈME CONDITION INDISPENSABLE

La bourgeoisie doit perdre le contrôle de son immense appareil policier, carcéral et militaire répressif sans lequel l'État bourgeois ne saurait survivre davantage. Cette condition n'est atteinte dans aucun pays occidental, et dans très peu de pays en voie de développement. Cependant, cette condition mûrit très rapidement et se matérialise au cours du processus de révolte-insurrection appelé à devenir une Révolution. La répression policière et militaire sanguinaire explique en grande partie la prudence du prolétariat états-uniens et son peu d'empressement à se lancer dans une révolte armée. Le prolétariat états-unien vit depuis un siècle dans un État policier déguisé et il connaît la cruauté de sa classe dirigeante. Le prolétariat américain sait d'instinct que le jour où il se soulèvera tout devra aller très vite et il devra frapper la bête à la tête. Toute hésitation, toute compromission lui sera chèrement compté. Les révoltés devront alors avoir confiance dans le leadership qui se proposera pour les diriger. Le prolétariat états-uniens sait déjà que l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie syndicale perversie ne peut lui offrir cette direction.

CINQUIÈME CONDITION IMPÉRATIVE

Les peuples dominés et exploités doivent entrer massivement en action, se soulever et se révolter globalement, munies d'une conscience suffisante des turpitudes du régime économique en place et de son incapacité à résoudre leurs problèmes de survie quotidienne. Contrairement à ce que propagent les opportunistes, les réformistes, les sociaux-démocrates, les pseudos communistes et les

gauchistes ce sentiment est plus largement répandu qu'il n'y paraît superficiellement. Si les peuples, le peuple américain notamment, ne se soulèvent pas cela est dû à des insuffisances plus précises et jamais admises que nous allons maintenant examiner.

Ces peuples quand ils se mettront en marche découvriront tout à coup leur force et leur puissance qui en imposera à leurs dirigeants mesquins et fourbes ce qui bien souvent entraînera des défections au sein de l'immense appareil répressif de l'État qui se disloquera rapidement, affaiblissant l'ennemi de classe et renforçant le camp de la révolte. Certains pays qui ont connu le « Printemps arabe » sont passés près de connaître cette condition impérative, mais un ingrédient manquant à entraîner le dévoiement de leurs différents mouvements.

SIXIÈME CONDITION INCONTOURNABLE

La dernière condition sans laquelle rien n'est possible concerne l'état de préparation idéologique et organisationnel du camp des révoltés. Il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans une compréhension scientifique du système économique moribond qui ne demande qu'à rendre l'âme et que la bourgeoisie s'évertue à sauvegarder. De la conscience en soi et des luttes de résistance spontanées sur le front économique la classe ouvrière, celle chargée par l'histoire d'être le fossoyeur de l'ancien et l'accoucheur du nouveau régime de société, doit acquérir une conscience pour soi de sa mission historique, et se lancer à la conquête de tous le pouvoir d'État, renverser l'ancienne classe dirigeante et son pouvoir dictatorial (même s'il porte le nom de démocratie bourgeoise) et établir une nouvelle structure légale de gouvernement.

Tout ceci ne peut être mis en œuvre et réalisée concrètement que si la classe ouvrière s'est munie d'un parti d'avant-garde authentique qui ne souhaite ni participer à des élections bourgeoises ni collaborer à la gestion de l'appareil d'État bourgeois. Un parti doté d'une organisation militaire

de lutte pour la prise du pouvoir d'État. Sans un parti révolutionnaire au service du prolétariat, qui cumule l'expérience de lutte de la classe, et muni d'une idéologie révolutionnaire, aucune révolution n'est possible.

CONCLUSION

À l'évidence ces six conditions pour une révolte réussie et le renversement de ce régime pourrit ne sont pour le moment réunies dans aucun pays. Dans la plupart des patries ils en sont très loin et les divisions intestines au sein du mouvement des révoltés sont telles que d'autres déceptions les attendent. Mais l'approfondissement de la crise économique devrait entraîner le murissement rapide de ces conditions. En Russie tsariste, en 1905, bien peu de ces conditions étaient réunies et pourtant douze années plus tard, en octobre 1917, elles étaient toutes à maturité et le monde à vaciller.

(1) « Ce rapport (Clearing House Interbank of Payment System (CHIPS)) précise qu'un important effondrement économique mondial est actuellement en cours et pourrait très bien entrer dans une redoutable « zone de chute libre. (Lu sur WhatDoesItMean.com). »

Le CHIPS est la principale maison privée de compensation des grosses opérations aux États-Unis, qui gère le transfert de plus de 1 milliard de dollars par jour au travers des 250.000 paiements interbancaires qui, avec le *Fedwire Funds Service*, exploité par la Fed, constitue le principal réseau américain au niveau international, 96% des paiements en dollars US. ».

<http://www.centpapiers.com/effondrement-de-leconomie-reelle-en-cours/93874>

(2) <http://www.centpapiers.com/deux-mille-douze-avant-et-apres/91333>

(3) « Vous pouvez le suivre en temps réel sur le site de Bloomberg ici.

<http://www.bloomberg.com/apps/quote?ticker=BDI Y:IND> (...)

Plus l'écart se creuse, plus la chute sera violente. Selon moi, cet indicateur est le VÉRITABLE BAROMÈTRE de l'économie mondiale puisqu'il reflète la réalité des échanges commerciaux entre les vendeurs de biens de consommation et les livreurs de matières premières nécessaires à leur fabrication (contrairement à Wall Street où n'est échangé que du papier sur des écrans d'ordinateur). Remarquez à quel point le S&P 500 part à l'opposé du BDI ! Wall Street et les bourses mondiales dans son sillage s'éloignent de la réalité économique : plus ces courbes s'éloignent l'une de l'autre, plus le retour à la réalité sera violent...».

<http://www.centpapiers.com/effondrement-de-leconomie-reelle-en-cours/93874>

(4) «Ces 12 milliards iront dans les goussets de ceux dont les besoins sont satisfaits et n'entraîneront donc pas une plus grande consommation. En fait, on vient de décider de NE PAS augmenter la consommation de 12 milliards. On vient de décider de NE PAS CRÉER LES 150 000 EMPLOIS qui auraient été nécessaires pour produire ces 12 milliards de produits de consommation. ».

<http://www.centpapiers.com/la-ligne-droite/93883>

(5) <http://www.centpapiers.com/la-ligne-droite/93883>

6) <http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/la-crise-economique-les-balaiera-101064>

(7) Vincent Gouysse. 2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère! Septembre 2011. www.marxisme.fr. Page 141.

Le Mécanisme de la Machine Économique Soviétique

Revolutionary Democracy Textes en français

Hekuran Mara

Quand la question est levée de révéler l'essence de classe du mécanisme du fonctionnement d'un système économique donné, sa particularité fondamentale doit être analysée d'abord, parce que c'est ce qui distingue un mécanisme d'un autre; vient alors l'analyse des catégories économiques de ce système et finalement de ses conséquences sociales-économiques.

Après ce cours d'analyse, il s'avère que la particularité fondamentale, sur lequel le mécanisme présent du fonctionnement de l'économie soviétique est fondé, est son développement et sa gestion, non sur la base d'un plan général unifié d'état, mais sur la base des lois du marché. Ce mécanisme de règlement est appliqué en employant des catégories si économiques comme le produit, la force de travail, le capital, le bénéfice, le prix de production, la compétition, l'offre et la demande, le libre cours

des prix au marché, le pourcentage sur le capital, etc. Ceci est aussi inévitablement accompagné par des phénomènes sociaux-économiques comme l'anarchie, la spontanéité, le chômage, l'inflation, la hausses des prix, un coût de la vie accru, les crises économiques, etc. Ceux-ci sont aussi les directives les plus importantes qui caractérisent le mécanisme du fonctionnement de l'économie capitaliste de chaque pays bourgeois aujourd'hui.

Conformément au mécanisme capitaliste du fonctionnement de l'économie de l'Union soviétique, les entreprises Soviétiques sont passé à l'autosuffisance financière prétendue complète, c'est-à-dire indépendance économique complète. Un corollaire inévitable à ceci c'est que leur activité économique-financière n'est plus soumise à la planification centralisée. Maintenant ils sont entièrement libres de vouloir produire ces

marchandises, en cette quantité et en cette proportion qui, dans les conditions du jeu libre du marché, leur apportera les profits les plus hauts et leur permettra de résister à la compétition féroce. L'indépendance des entreprises Soviétiques ont atteint un tel point que la spéculation et le marché noir sont devenus un phénomène normal de leur activité économique et financière. Si nous ajoutons à cette structure générale, dans laquelle les entreprises soviétiques fonctionnent, la création de branche et d'inter-branche se combine du type monopoliste aussi avec une complète indépendance économique, nous pouvons voir le mécanisme du fonctionnement de l'économie Soviétique comme un tout, qui est un mécanisme typiquement capitaliste que les révisionnistes Soviétiques essayent de déguiser avec des expressions socialistes.

Les révisionnistes Soviétiques affirment toujours que leur économie est guidée par un plan d'état, qu'il y a là planification et, par conséquent, le centralisme dans leur économie. Mais le plan d'état, comme les révisionnistes Soviétiques le conçoit, n'est en aucun cas un plan socialiste; il ne contient pas de cibles spécifiques pour chaque entreprise économique et par conséquent, les entreprises ne sont plus obligées de l'appliquer. Comme producteurs indépendants de marchandises, les entreprises soviétiques reconnaissent et se soumettent à seulement une puissance économique - la puissance du bénéfice, du marché et de ses lois spontanées.

Ainsi, même ce centralisme qui existe dans l'économie Soviétique est un centralisme bureaucratique de type monopoliste.

Le manque d'un plan vraiment socialiste dans l'économie Soviétique est révélé et confirmé par d'autres faits, aussi. Le prétendu plan des entreprises Soviétiques contient seulement des indices de valeur comme le bénéfice, la norme de rentabilité, le pourcentage sur le capital et la distribution de profits entre l'état et le groupe respectif de la bourgeoisie révisionniste. Ce prétendu plan ne contient aucun indice des quantités et gamme de produits concrets à être produits, des fonds fondamentaux ou les fonds de circulation, ou n'importe quels indices pour faire avec la taille de la main-d'œuvre et des salaires, la distribution des produits, les investissements de

fonds, etc. Il est évident que de tels indices ne peuvent pas être mis au profit des entreprises Soviétiques, puisque le but de leur production est le bénéfice, puisque la force de travail et les moyens de production sont des marchandises, puisque tout ce que ces entreprises produisent passent par le moulin du 'diable', c'est-à-dire par la compétition et le marché. Dans ces conditions, parler de centralisme, de plans et de planification est simplement comme l'essai de convaincre les gens que, même quand tous les yeux sont tournés vers le bénéfice, le marché et le mécanisme capitaliste du fonctionnement de l'économie, cette économie peut toujours être appelée et être en réalité une économie socialiste. Cette affirmation scandaleuse est la preuve claire de la logique anti-marxiste des révisionnistes Soviétiques.

La pensée théorique marxiste - léniniste et notre expérience dans la construction du socialisme ont prouvé qu'une économie vraiment socialiste doit être une économie qui fonctionne, qui est réglée et gérée d'une façon projetée; c'est une économie dans laquelle les problèmes principaux - ceux-là qui représentent les besoins fondamentaux de la société et ceux qui représentent les dimensions principales de la reproduction élargie, sont décidés et sauvegardés d'une façon consciente, et centralisée, par un centre simple - l'état socialiste. C'est le seul mécanisme de règlement d'une économie socialiste véritable, un mécanisme basé sur les lois économiques du socialisme et vraiment opposé au mécanisme régulateur du marché et de la loi de la valeur, caractéristique de l'économie capitaliste. Même le marché des biens de consommation massifs dans l'économie socialiste est réglé dans le contexte du plan, y est soumise et sert ce plan. Dans ce marché les travailleurs de la ville et de la campagne peuvent dépenser l'argent gagné par leur travail, choisissant parmi les marchandises qu'ils trouvent sur le marché selon leurs goûts et besoins. D'autre part, le marché du travail, le marché pour le capital et les moyens de productions n'existent pas dans l'économie socialiste.

Pour donner les pratiques capitalistes du fonctionnement de l'économie ils ont établi en Union soviétique la plus attirante apparition 'théorique'

crédible et prétendument marxiste - léniniste, les révisionnistes Soviétiques se sont accrochés à la question de l'utilisation des marchandises et des relations d'argent dans l'économie socialiste.

C'est un fait connu que Marx et Engels n'ont pas envisagé la production de marchandises dans le socialisme, ils n'ont pas mis en évidence la solution de la question de la production de marchandises, ou l'utilisation des marchandises et des relations d'argent dans l'économie socialiste. Sur cette base, avant le triomphe de la Révolution Socialiste d'Octobre l'avis était répandu que le socialisme était incompatible avec la production de marchandises, qu'ils étaient mutuellement exclusifs. À ce temps-là il était accepté comme un axiome que la production de marchandises n'a pas existé dans le socialisme. C'est un fait historique, aussi, que dans la période du communisme de guerre en Union soviétique des tentatives ont été faites pour supprimer les marchandises et les relations d'argent.

Cependant, le mécanisme du fonctionnement de l'économie Soviétique de ce temps-là a prouvé d'une façon convaincante que c'était impossible de construire le socialisme sans employer la production de marchandises et les catégories économiques qui en résultent. Se basant sur l'expérience acquise pendant la période du communisme de guerre, Lénine spontanément et définitivement a renoncé au dogme de l'incompatibilité du Socialisme et de l'économie socialiste avec la production de marchandises. Lénine a lié l'abolition de la production de marchandises et des relations d'argent avec le triomphe du communisme à l'échelle mondiale.

En attendant, il a été prouvé et dans la théorie et dans la pratique de la construction du socialisme dans notre pays, que la production de marchandises et les commodités et les relations d'argent dans l'économie socialiste ne se présentent pas avec les mêmes particularités et même nature que dans les conditions où la propriété capitaliste sur les moyens de production prévaut, mais subit une modification. Pour révéler cette différence Staline a prouvé que matière sociale. Source : [Beforeitsnews](http://Beforeitsnews.com), 29/11/2011

dans le socialisme il y a une production de marchandises d'une sorte spéciale. C'est précisément cette thèse de Staline que les révisionnistes soviétiques attaquent furieusement et rejettent, avec le but de gagner l'acceptation pour leur thèse bourgeoise que l'économie socialiste, aussi, est prétendument une économie de production de marchandises, une économie de marché.

Se cachant derrière 'l'argument' que l'économie socialiste, aussi, est prétendument une économie de production de marchandises, une économie de marché, les révisionnistes soviétiques étendent les marchandises et les relations d'argent au produit social entier, y compris les moyens de production et la force de travail.

Donc, la combinaison des moyens de production avec la force de travail, comme le rapport économique fondamental sur lequel l'objectif de production dépend, n'est pas effectué directement, par le mécanisme de la planification centralisée de l'économie, mais par l'acte de vente et achat, dans l'intérêt de la bourgeoisie révisionniste qui, comme propriétaire des moyens de production, approprie la valeur en surplus créée par les ouvriers Soviétiques et les paysans. C'est sur cette base que le mécanisme du fonctionnement de l'économie soviétique fonctionne dans les sphères de production, la distribution et l'échange.

Puisque le but direct sur lequel la production sociale est basée est la garantie du bénéfice et non pas l'accomplissement des besoins des masses, puisque c'est basé sur la production de marchandises et non pas sur le produit social direct, le mécanisme du fonctionnement de cette production ne peut être aucun autre que celui du marché avec ses lois inhérentes. Aucun système économique, y compris le système économique qui fonctionne dans l'économie Soviétique aujourd'hui, ne peut échapper cette combinaison, ce conditionnement objectif. De: 'Révisionnisme Soviétique et la Lutte du PLA pour le démasquer', Tirana, 1981, pp. 170-175.

Traduit par le Dr Adélaré Paquin

<http://www.revolutionarydemocracy.org/en>

La Chine offre à l'Union africaine son nouveau siège et marque son empreinte en Afrique

Agence France-Presse – Janvier 2012



La Chine a offert samedi à l'Union africaine son nouveau siège, un impressionnant bâtiment de verre et d'acier qui domine Addis Abeba et

témoigne de l'empreinte économique et politique de plus en plus profonde laissée par le géant asiatique sur le continent noir.

"Ce gigantesque complexe en dit long sur notre amitié envers les peuples africains et porte témoignage de notre entière détermination à aider l'Afrique dans son développement", a déclaré Jia Qinglin, membre du comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, avant de remettre symboliquement les clés de l'édifice aux responsables de l'UA.

La Chine a construit en moins de deux ans et demi le nouveau complexe, et payé la totalité des coûts pour un total de 200 millions de dollars (154 M EUR), mobilier compris. L'UA y dispose désormais de plusieurs salles de conférence dont une d'une capacité de 2.500 personnes, d'un amphithéâtre extérieur de 1.000 places, d'un centre commercial, d'un hélicoptère et de bureaux pouvant accueillir 700 fonctionnaires.

A la tribune du nouvel hémicycle de bois clair au toit de verre, les dirigeants africains se sont succédés pour remercier la Chine en la personne de M. Jia, numéro quatre du régime, invité d'honneur de la cérémonie ainsi que du 18e sommet de l'UA convoqué dimanche et lundi.

Le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, président en exercice de l'UA, a proposé que ce sommet adopte "une motion de remerciement et de gratitude envers la République populaire de Chine pour ce merveilleux bâtiment".

"La Chine, avec son extraordinaire réémergence et son attachement à un partenariat gagnant-gagnant, est une des raisons derrière le début de renaissance africaine", a estimé le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, dont le pays a accueilli les institutions de l'Organisation de l'unité africaine devenues depuis 2002 celles de l'Union africaine.

M. Meles Zenawi a estimé que l'émergence économique de l'Asie, et en particulier de la Chine, "avait donné l'occasion à l'Afrique de construire et de reconstruire ses partenariats", reprochant au monde occidental d'avoir précipité l'affaiblissement économique du continent et d'avoir ensuite été tenté de le "recoloniser".

Si "la mauvaise gouvernance" a été à l'origine de bien des maux africains, "le fait qu'on nous ait donné des médicaments qui se soient révélés pire que le mal n'a pas aidé", a-t-il estimé en référence à l'aide occidentale.

La Chine "premier partenaire commercial" de l'Afrique

M. Jia, lui, a souligné que la Chine était devenue "le premier partenaire commercial de l'Afrique avec 150 milliards de dollars, soit 10% du total du commerce extérieur chinois", et que plus de deux mille sociétés chinoises avaient désormais investi 13 milliards de dollars sur un continent dont la population a dépassé le milliard d'habitants.

Du Sud-africain Jacob Zuma à l'Ivoirien Alassane Ouattara, en passant par le Nigérien Goodluck Jonathan, le Soudanais Omar el-Béchir, le Sud-Soudanais Salva Kiir, les dirigeants africains étaient

venus nombreux assister à l'inauguration, sur fonds de tambours et de danses folkloriques.

Le siège de l'UA est "sans doute le plus haut de Addis", a relevé le président de la Commission de l'UA Jean Ping, avec une hauteur de 113 mètres selon ses services.

L'empreinte de Pékin y apparaît un peu partout en filigrane, dans une pierre traditionnelle chinoise qui décore un jardin d'apparat, dans la signature gravée dans la pierre d'entrée ("avec l'aide du gouvernement de la république populaire de Chine"), voire dans le choix des canaux de traduction simultanée, le chinois s'étant vu attribuer le premier canal, et l'anglais le second.

Une statue en bronze de Kwame Nkrumah, ancien président du Ghana et chantre de l'unité africaine, a été inaugurée ainsi qu'un mémorial des Droits de l'homme de l'Union africaine.

Les chefs d'Etat africains qui ouvriront dimanche à partir de 07H00 GMT leur 18e sommet auront auparavant été invités à planter un arbre devant le nouveau siège, hommage posthume à Wangari Maathai, la militante écologiste kényane et prix Nobel de la Paix, décédée l'an dernier.

Boris

BACHORZ

La Chine fait comme en son temps pour l'URSS social-impérialiste. C'est-à-dire que les investissements et le commerce avec la Chine s'accompagnent d'aides diverses.

L'impérialisme chinois est généreux avec les produits de la sueur de son propre prolétariat. Une stratégie de long terme visant à se rendre sympathique les bourgeoisies compradore d'Afrique (et d'autres continents). C'est une réalité. Est-ce positif ou négatif ? Il faut répondre à ceci en matérialiste, comme Marx l'aurait fait.

Objectivement, la Chine a intérêt à développer l'agriculture, les infrastructures et une certaine base industrielle en Afrique. Ceci est éminemment plus positif (sur le plan historique, pour le développement ultérieur de la lutte de classe du prolétariat) que de continuer à maintenir ce continent hors du champ du capitalisme (car 90% de la population africaine n'existe pas de ce point de vue), si l'on excepte quelques monopoles étrangers pillant le pétrole, l'uranium, le bois et l'or de ces pays, mais laissant la quasi-totalité du continent dans un état d'arriération économique extrême. De ce point de vue, la percée de l'impérialisme chinois en Afrique est infiniment plus positive que la politique coloniale des pays impérialistes en déclin. Mais malgré son habillage de fraternité "tiers-mondiste", ces investissements et ces aides chinoises sont de nature impérialistes, car elles asserviront sous une autre forme le continent noir au capitalisme, sur une base matérielle beaucoup plus élevée cependant - par exemple comme le Mexique par rapport aux USA (je développe ceci à la fin du "Réveil du dragon"). Ainsi, la domination impérialiste de l'Occident en Afrique ne présente que des aspects réactionnaires, tandis que celle de l'impérialisme chinois est un pas en avant vers la naissance du prolétariat industriel africain. Vincent Gouysse

VISITEZ NOTRE SITE WEB

<http://www.NORTHSTARCOMPASS.ORG/>

Crise systémique globale - 2012 :

L'année du grand basculement géopolitique mondial

- Communiqué public GEAB N°61 (15 janvier 2012) -

Avec ce GEAB N°61, cela fera six ans que chaque mois l'équipe de LEAP/E2020 partage avec ses abonnés et les lecteurs de son communiqué public mensuel ses anticipations sur l'évolution de la crise systémique globale. Et pour la première fois, à l'occasion du numéro de Janvier qui présente une synthèse de nos anticipations pour l'année à venir, notre équipe anticipe une année qui ne se traduira pas uniquement par une aggravation de la crise mondiale mais qui sera aussi caractérisée par l'émergence des premiers éléments constructifs du « monde d'après la crise » pour reprendre l'expression de Franck Biancheri dans son livre « [Crise mondiale : En route pour le monde d'après](#) ».

Selon LEAP/E2020, 2012 sera en effet l'année du grand basculement géopolitique mondial : un phénomène qui sera sans aucun doute porteur de graves difficultés pour une grande partie de la planète mais qui permettra également l'émergence des conditions géopolitiques propices à une amélioration de la situation dans les années à venir. Contrairement aux années précédentes, 2012 ne sera pas une année « gâchée », enlisée dans le « monde d'avant la crise », faute d'audace, d'initiative et d'imagination de la part des dirigeants mondiaux et du fait de la grande passivité des peuples depuis le début de la crise.

Nous avons qualifié l'année 2011 d'année impitoyable car elle allait faire voler en éclats les illusions de tous ceux qui pensaient que la crise était sous contrôle et qu'ils allaient pouvoir reprendre leurs « petites affaires » comme par le passé. Et 2011 fut impitoyable pour nombre de dirigeants politiques, pour le secteur financier, pour les investisseurs, pour les dettes occidentales, pour la croissance mondiale, pour l'économie US et pour l'absence de gouvernance de l'Euroland. Ceux qui se croyaient intouchables ou inamovibles ont découvert brutalement que la crise n'épargnait rien ni personne. Cette tendance va bien entendu se poursuivre en 2012 car

la crise ne respecte pas non plus le découpage du calendrier grégorien. Les derniers « intouchables » vont en faire l'expérience : Etats-Unis, Royaume-Uni, Dollar, T-Bonds, dirigeants russes et chinois, etc... (1) Mais 2012 va également voir s'affirmer, surtout dans sa seconde moitié, les forces et acteurs qui vont permettre en 2013 et les années suivantes de commencer à rebâtir un système international neuf, reflétant attentes et rapports de force du XXI^e siècle et non plus ceux du milieu du XX^e siècle. En cela, 2012 va bien être l'année du grand basculement entre le monde d'hier et celui de demain. Année de transition, elle mêlera le pire (2) et le meilleur. Mais, ce faisant, selon notre équipe, elle constitue quand même la première année constructive depuis 2006 (3).

Nous présentons d'ailleurs dans ce GEAB N°61 les 35 thèmes/événements, qui sont autant de recommandations, dont nous anticipons qu'ils marqueront l'année 2012 : 20 thèmes en hausse et 15 thèmes en baisse. Cette liste peut ainsi aider très concrètement le lecteur du GEAB à se préparer à l'année à venir. Réduire le temps perdu à lire des articles sur des sujets qui sont déjà secondaires en terme d'impact sur le cours des événements, ou au contraire prendre le temps d'approfondir des thèmes qui demain seront au cœur des évolutions à venir, ne pas se faire prendre par surprise par les évolutions majeures de l'année qui vient, voilà ce à quoi souhaite servir cette liste des 35 « Up and Down » de 2012. Avec depuis six ans, des taux de réussite variant entre 75% et 85%, cette anticipation annuelle est donc une aide à la décision particulièrement concrète pour les douze mois à venir.

Par ailleurs dans ce GEAB N°61, notre équipe analyse en profondeur la nature et les conséquences d'un possible QE3 que lancerait la Réserve fédérale US en 2012 (4). Espéré par les uns, redouté par les autres, QE3 est généralement présenté comme l'arme ultime pour sauver l'économie et le système financier US qui, contrairement au discours dominant de ces dernières semaines,

continuent à se dégrader (5). Que la FED se lance dans QE3 ou non, QE3 sera sans aucun doute l'événement financier majeur de 2012 dont les conséquences marqueront définitivement le système financier et monétaire mondial. Ce GEAB N°61 vous permettra de vous faire une idée précise sur la question.

QE3 jouera un rôle déterminant dans le grand basculement géopolitique mondial de 2012 car cette année verra notamment les dernières tentatives des puissances dominantes du monde-d'avant-la-crise de maintenir leur pouvoir global, que ce soit en matière stratégique, économique ou financière. Quand nous utilisons le terme « dernières », nous voulons souligner qu'après 2012 leur puissance sera trop affaiblie pour pouvoir encore prétendre maintenir cette situation privilégiée. La récente dégradation de la plupart des pays de l'Euroland par S&P est un exemple typique de ces tentatives de la dernière chance : poussés par Wall Street et la City, et du fait de leurs besoins insatiables de financement (6), les Etats-Unis et le Royaume-Uni en sont arrivés au point d'engager une guerre financière ouverte avec leurs derniers alliés, les Européens. C'est du suicide géopolitique car cette attitude oblige l'Euroland à se renforcer en s'intégrant toujours plus et en se dissociant des Etats-Unis et du Royaume-Uni ; tandis que l'immense majorité des dirigeants et des populations de la zone Euro ont enfin compris qu'il y avait bien une guerre transatlantique et transmanche conduite contre eux (7). LEAP/E2020 présentera à ce sujet ses anticipations « Europe 2012-2016 » dans le GEAB N°62 qui paraîtra le 15 Février 2012.

Dans un autre registre, les tentatives de créer une « petite guerre froide » avec la Chine ou de tendre un piège à l'Iran sur la question de la libre-circulation dans le détroit d'Ormuz ressortent du même réflexe (8). Nous y revenons plus en détail dans ce GEAB N°61.

Le grand basculement de 2012, c'est aussi celui des peuples. Car 2012 sera aussi l'année de la colère des peuples. C'est l'année où ils vont entrer massivement sur la scène de la crise systémique globale. 2011 aura été un « tour de chauffe » où des pionniers auront testé méthodes et stratégies. En 2012, les peuples vont

s'affirmer comme les forces à l'origine des basculements majeurs qui vont marquer cette année-charnière. Ils le feront de manière pro-active parce qu'ils créeront les conditions de changements politiques décisifs via des élections (comme ce sera le cas en France avec l'éviction de Nicolas Sarkozy (9)) ou via des manifestations massives (Etats-Unis, Monde Arabe, Royaume-Uni, Russie). Et ils le feront aussi de manière plus passive en générant la crainte chez leurs dirigeants, obligeant ces derniers à une attitude « pré-emptive » pour éviter un choc politique majeur (comme ce sera le cas en Chine (10) ou dans plusieurs pays européens). Dans les deux cas, quoiqu'en pensent les élites des pays concernés, c'est un phénomène constructif car rien d'important ni de durable ne peut émerger de cette crise si les peuples ne s'impliquent pas (11).

Le grand basculement de 2012, c'est encore l'effondrement accéléré du pouvoir des banques et institutions financières occidentales, une réalité que nous décrivons dans ce GEAB contrairement au discours populiste actuel qui oublie que le ciel étoilé que nous contemplons est une image d'une réalité disparue depuis longtemps. La crise est une telle accélération de l'Histoire que beaucoup n'ont pas encore compris que le pouvoir des banques dont ils s'inquiètent est celui qu'elles avaient avant 2008. C'est un sujet que nous détaillons dans ce numéro du GEAB. Dans le même temps, on continue à voir les investisseurs fuir les bourses et les actifs financiers notamment aux USA (12).

Et le grand basculement, c'est aussi l'arrivée à maturité des BRICS qui, après cinq années à se chercher et à prendre leurs marques, vont en 2012 commencer à peser fortement et pro-activement sur les décisions internationales (13). Or, ils constituent sans aucun doute possible l'un des acteurs essentiels pour l'émergence du monde d'après la crise ; et un acteur qui, au contraire des Etats-Unis et du Royaume-Uni, sait que son intérêt est d'aider l'Euroland à traverser cette crise (14).

Avec un Euroland stabilisé et doté d'une gouvernance solide, la fin 2012 se présentera donc comme une première opportunité de fonder les bases d'un monde dont les racines ne plongeront plus dans l'après Seconde

Guerre Mondiale. Ironiquement, c'est probablement le sommet du G20 de Moscou en 2013, le premier à se tenir hors du camp occidental, qui concrétisera les promesses de la seconde moitié de

Notes:

1) Et le feuilleton de la crise des dettes européennes jusqu'à la fin du premier semestre 2012. L'année sera très difficile aussi pour l'Euroland comme le montrent les scénarios préparés par l'OFCE. Mais elle s'avérera nettement moins difficile qu'anticipé aujourd'hui par les experts et médias financiers car ils sous-estiment, d'une part, les progrès faits en matière de gouvernance de l'Euroland qui vont porter leurs fruits dans la seconde moitié de 2012 ; et, d'autre part, le changement de contexte psychologique une fois que l'attention du monde se reportera sur les problèmes américains et britanniques. A ce propos, voici un nouvel exemple de désinformation sur l'Euro publié par [MarketWatch](#) le 09/01/2012 : l'éditorialiste David Marsh tente d'accréditer l'idée que l'élection présidentielle française du printemps 2012 sera une autre mauvaise nouvelle pour l'Euro, affirmant explicitement que François Hollande est un eurosceptique ! Comme tout le monde le sait en France, François Hollande est au contraire un pro-Européen et pro-Euro farouche, ce qui ne laisse que deux options concernant MarketWatch/Marsh : soit ils ne savent pas de quoi ils parlent, soit ils mentent délibérément. Dans les deux cas, cela éclaire la valeur des opinions de la grande presse financière US sur l'Euro et son avenir. Ceux qui les suivent perdront beaucoup d'argent ! Toujours en ce qui concerne l'Euroland, le [Spiegel](#) du 03/01/2012 offre une plongée intéressante dans le fonctionnement du Merkozysme qui montre combien les deux pays sont en train de lier définitivement leurs destins : une évolution qui s'accélérera après l'élection de François Hollande qui n'aura pas, comme Sarkozy, un pied dans l'Euroland et un pied à Washington.

(2) En particulier une poursuite de la montée généralisée du chômage. Source : [Tribune](#), 31/10/2011

(3) Une touche poétique permet d'illustrer notre approche en la matière, qui suit sur le fond la méthodologie

d'anticipation politique décrite dans le « [Manuel d'Anticipation Politique](#) » de Marie-Hélène Caillol, présidente de LEAP. Que faut-il retenir du solstice d'hiver ? Qu'il marque le cœur de l'hiver parce que les jours y sont les plus courts ? Ou qu'il annonce le printemps parce qu'à partir de cette date les jours rallongent ? Les deux réponses sont justes. Mais la première ne dit pas grand-chose sur l'avenir sinon qu'il va continuer à faire sombre et probablement froid un certain temps ; c'est une photographie, une analyse statique. La seconde réponse en revanche conduit le regard sur un avenir plus lointain et souligne l'existence d'un processus en cours qui va conduire à des changements en terme de durée du jour et peut-être de température ; c'est une vision dynamique des événements. La méthodologie d'anticipation politique a d'ailleurs désormais sa place dans le débat scientifique puisque Marie-Hélène Caillol a été invitée à contribuer à un [numéro spécialement dédié à l'Anticipation](#) (Volume 41, Issue 1, 2012) (coordonné par le professeur Mihai Nadin) de la revue scientifique américaine "the International Journal of General Systems" (Francis & Taylor), un périodique multidisciplinaire consacré à la publication de travaux de recherche originaux en sciences des systèmes, fondamentales et appliquées. L'article qui a résulté de cette collaboration s'intitule : "Anticipation politique: observer et comprendre les tendances socio-économiques globales dans le but de guider les processus de prise de de décision".

(4) Les récentes publications des minutes des débats de la FED en 2006 illustrent parfaitement l'une de nos hypothèses de travail : les responsables d'un système complexe sont généralement incapables de percevoir le moment où il va basculer dans la crise ou le chaos. C'était le cas d'Alan Greenspan, Timothy Geithner et consors en 2006. C'est le cas des maîtres de la City, de Wall Street ou de Washington en 2012. D'ailleurs, ce sont les mêmes pour nombre d'entre eux. Source : [New York Times](#), 12/01/2012

(5) La dégradation de la situation US se produit malgré la volonté de la cacher par les médias dominants et les agences de notation ; tandis que dans l'Euroland la situation ne se dégrade pas autant que voudraient le faire

croire ces mêmes médias et agences. En laissant un peu de temps au temps, l'issue ne fait donc aucun doute. Pour ce qui est de la dégradation économique US, il suffit de constater l'effondrement des profits bancaires, de la consommation US (les annonces tonitruantes sur les fêtes ont ainsi fait place à des chiffres bien médiocres), la fermeture ou la faillite continue de réseaux de détaillants, le maintien du chômage à des taux historiques, le problème croissant du paiement des retraites, l'effondrement des budgets des grandes universités publiques, ... Sources : [YahooNews](#), 12/01/2011 ; [Bloomberg](#), 12/01/2012 ; [USAToday](#), 12/01/2012 ; [CNBC](#), 28/12/2011 ; [Washington Post](#), 27/12/2011

(6) Comme le montre le tableau ci-dessous, avec 900% du PIB d'endettement, le Royaume-Uni est comme un animal pris au piège de la dette. Et du fait du poids gigantesque de la dette du secteur financier britannique, il est condamné à tenter par tous les moyens d'obliger l'Euroland à payer les dettes de la Grèce, etc... La décote des dettes publiques occidentales est un bazooka pointé sur le cœur du Royaume, la City. Source : [Guardian](#), 01/01/2012

(7) Tant mieux car il n'y a rien de pire que d'être en guerre sans le savoir comme l'a écrit à ce sujet Franck Biancheri sur son compte Twitter qui commente la campagne présidentielle française twitter.com/Fbiancheri2012.

(8) La Russie a déjà fait son choix en développant son commerce avec l'Iran en Rouble et Rial, éliminant le Dollar US des transactions entre les deux pays. Quant à l'Europe, elle gesticule sous pression US, mais in fine ne fera pas grand-chose en matière d'embargo car d'ici Juin (nouvelle date pour prendre une décision), la carte politique aura bien changé. Sources : [Bloomberg](#), 07/01/2012 ; [Le Monde](#), 09/01/2012

(9) Ce qui au passage remettra la France dans sa logique historique « gaullo-européenne » au lieu de l'ancrage occidentaliste qu'aura incarné la parenthèse Sarkozy. Source : [Le Monde](#), 11/01/2012

(10) En Chine, selon LEAP/E2020, le risque d'explosion populaire majeure se trouve à la croisée d'une situation

économique tendue (ce sera le cas en 2012 – voir dans ce GEAB N°61) et d'un accident majeur de santé publique ; beaucoup plus que dans un contexte de remise en cause directement politique.

(11) L'annonce par les Frères musulmans égyptiens qu'ils soumettront à référendum le traité de paix avec Israël appartient à cette même tendance. Source : [Haaretz](#), 02/01/2012

(12) Source : [CNBC](#), 06/01/2012

(13) Les dirigeants chinois par exemple semblent plus déterminés que jamais à suivre le chemin qu'ils estiment le meilleur (y compris pour la conquête spatiale, symbole par excellence du leadership), rejetant les pressions extérieures. Source : [Caixin](#), 04/01/2012 ; [ChinaDaily](#), 30/12/2011 ; [NewYorkTimes](#), 29/12/2012

(14) Source : [20Minutes/Suisse](#), 08/01/2012

Dimanche 15 Janvier 2012

USA 2012: En route vers la tragédie du QE3

La politique financière des USA se trouve confrontée aujourd'hui à la crise des dettes souveraines dont elle sera la victime ultime en 2012. Comme anticipé par LEAP/E2020, le détonateur des dettes européennes de 2011 a bien allumé la bombe souveraine américaine de 2012, même si la couverture médiatique tente désespérément de faire croire le contraire. La vente massive de Bons du Trésor US par les grandes banques centrales de la planète au second semestre 2011 illustre d'ailleurs parfaitement cette situation... (page 7)

ANTICIPATIONS 2012 - '20-UP AND 15-DOWN', TRENTE-CINQ TENDANCES-CLES POUR 2012

Up ou Down ? La paralysie politique aux Etats-Unis ; La City et Wall Street ; La hausse des taux d'intérêt ; La confiscation de la valeur à Wall Street et la City ; La valeur des réserves chinoises ; La Livre sterling (et les Gilt) ; L'émergence du nouveau souverain européen : l'Euroland ; La « petite guerre froide » USA-Chine ; L'Italie ; L'importance du Dollar US dans les transactions commerciales mondiales ; Les agences de notation ; Le «

grand emprunt public européen » (GEPE) ; MerkHollMont ; Ron Paul ; La poursuite du retour de l'or dans le système monétaire international ; La récessflation ; Sarkozy, Cameron, Netanyahu et Medvedev ; La maturation des BRICS comme acteur mondial pro-actif ; La sortie de la Turquie du camp occidental ; L'Eurotaxe Tobin ; Les forces laïques et pro-occidentales dans le monde musulman ; La croissance ; Les procès de dirigeants de banques et de hedge funds ; La fracture du système monétaire mondial en trois zones : Dollar, Euro, Yuan ; La décote généralisée des dettes publiques occidentales ; La colère des peuples ; L'UE en tant que

principale incarnation de l'Europe ; QE3 comme arme ultime pour sauver l'économie US ; La capacité des USA à intervenir militairement ; Le détroit d'Ormuz et un nouveau contexte de crise au Moyen-Orient ; L'indépendance de l'Ecosse (page 19)

Le GlobalEurometre - Résultats & Analyses

On note un renforcement de la majorité estimant que les solutions européennes communes à la crise sont plus efficaces que les solutions nationales (80% en Janvier 2012)

S'abonner à ...L'Étoile du Nord

Nom et prénom : _____

Adresse _____

Pays _____

Code Postal _____

Chèque ou mandat de poste de 35\$ au nom de Antonio Artuso

Acheminer ^par la poste à Antonio Artuso

5430, Avenue Trans Island Montréal (Qc) H3W 3A5

Tél: 514-737-7817 -----<pueblo@sympatico.ca>

La Chine accorde 4 milliards de dollars pour stimuler la production du pétrole du Venezuela

La Chine a accordé un nouveau prêt de 4 milliards de dollars pour aider le Venezuela à stimuler sa production de pétrole, à améliorer ses centrales et à augmenter la production du fer et d'aluminium.

Au cours d'une rencontre avec les responsables chinois, le ministre de l'Energie vénézuélien Rafael Ramirez a indiqué que le nouvel accord avait été signé. Le gouvernement du président Hugo Chavez rembourse les prêts avec du pétrole et a indiqué que l'objectif est d'augmenter la production de pétrole sino-vénézuélienne d'environ 100 à 330 mille barils par jour. C'est une croissance importante pour le Venezuela, qui compte augmenter sa production de pétrole à 4 millions de barils par jour d'ici 2015. Les responsables chinois et vénézuéliens ont discuté de projets pour non seulement stimuler la production du minerai de fer, mais aussi pour élargir une digue afin de draguer l'eau d'un fleuve local et d'améliorer les transports f

Design du futur porte-avions chinois

par Lamirald67 le Lun 7 Nov 2011 - 22:53

Voici le futur porte-avions chinois.



Tout à fait innovant de design ,de stabilité et de capacités. Deux pistes d'atterrissage ! Deux fois plus rapide que les autres.

Entre les deux coques, beaucoup d'activités - caches - possibles.

Pour 2015 au plus tard.

Coût : trois fois moins cher qu'un porte-avions américain, construit en deux fois moins de temps.

Leur nouveau bombardier embarqué furtif est déjà en phase de test en vol.

L'avenir du monde est entre leurs mains: six porte-avions de ce type pourraient couvrir les océans...

Il n'y a plus qu'eux et les russes capables d'envoyer quelqu'un dans l'espace.

Ils forent des puits de pétrole au large de Cuba, du Venezuela, du Brésil.

Ils détiennent les dettes du monde Tout le monde s'accorde à dire que la Chine deviendra la première puissance mondiale au cours du XXI^e siècle, les estimations varient quant à la date mais généralement pas sur le constat.

Le jour où la Chine s'éveillera... », Disait-on naguère, en laissant planer une menace géante sur la planète. Or cet immense pays s'est bel et bien éveillé. Et il s'agit de s'interroger sur les conséquences que cela peut avoir sur la marche du monde.

La Chine investit en Europe et achète de la dette d'un certain nombre de pays, dont l'Espagne. De plus, elle annonce qu'elle va continuer ce mouvement de capitaux. L'empire du milieu achète l'Europe. Ainsi, la dette espagnole est-elle presque entièrement détenue par les chinois ! Cela lie donc fortement les deux pays ! L'influence de la Chine prend donc une plus grande importance au sein de l'Union européenne. Mais pour faire quoi ? Car le Portugal a aussi fait appel à la Chine pour l'achat d'une partie de sa dette, et la Grèce vient de vendre à ce pays une partie des installations portuaires du Pirée. Avec quelques 2.600 milliards de dollars de réserves de change, la République Populaire de Chine a les moyens de ses ambitions !

Les chinois, ne vous en déplaise, ne font pas que bouffer du riz et confectionner des tee-shirts. Pendant ce temps, nos préoccupations portent sur les grèves, les heures de travail et les retraites.. Voici le futur porte-avions chinois. Tout à fait innovant de design, de stabilité et de capacité. Deux pistes d'atterrissage ! Deux fois plus rapide que les nôtres. Entre les deux coques, beaucoup d'activités - cachées - possibles. Pour 2015 ou plus tôt. Coût : trois fois moins cher qu'un porte-avions américain, construit en deux fois moins de temps. Leur nouveau bombardier embarqué furtif est déjà en phase de test en vol; l'avenir du monde est entre leurs mains: six porte-avions de ce type pourraient couvrir les océans... il n'y a plus qu'eux et les russes capables d'envoyer quelqu'un dans l'espace. Ils forent des puits de pétrole au large de Cuba, du Venezuela, du Brésil. Ils détiennent les dettes du monde.. Le moment est venu pour nos petits enfants d'apprendre le chinois (mandarin) plutôt que l'espagnol ou l'italien

"2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère"

En septembre 2010, dans notre livre « Le réveil du dragon », nous avons analysé les caractéristiques de la déroute multiforme des pays impérialistes en déclin. Nous avons alors montré que les illusions de la "reprise économique" se dissiperaient rapidement devant la réalité du mur de la dette. Dans le même temps, nous avons montré que l'émergence de l'impérialisme chinois ne faisait que débiter, et que face à celle-ci, ses concurrents se trouveraient de plus en plus démunis et impuissants. Ainsi, comme nous allons le voir dans ce nouveau livre, même l'actuelle flambée du recours aux méthodes coloniales apparaît n'être qu'un bien éphémère sursis. Un sursis synonyme d'aveu d'impuissance, au moment où les élites des pays impérialistes en déclin apparaissent de plus en plus en difficulté, sur la scène nationale comme internationale. Vincent Gouysse



Première de couverture : Le jet régional ARJ-21, le premier groupe aéronaval chinois emmené par le porte-avions Shi-Lang et le chasseur furtif chinois J-20 (vues d'artistes de quelques symboles de la montée en puissance de l'industrie chinoise).

- Quatrième de couverture : Le pont Haiwan (devenu cette année le plus long pont maritime du monde), le sous-marin habité Jiaolong et le futur module spatial Tiangong 1 (symboles des programmes d'exploration sous-marin et spatial chinois) ; enfin, l'un des ouvrages composant le titanesque projet d'adduction d'eau sud-nord



Ce livre est un complément indispensable du livre « Le réveil du dragon ». Dans ce livre, comme dans le précédent, le camarade Vincent Gouysse analyse avec rigueur les problèmes auxquels auront à faire face les pays impérialistes en déclin dans un avenir assez proche. Ce livre fournit un outil pour approfondir cette nouvelle période de l'histoire de l'impérialisme et comprendre les principales caractéristiques du développement de l'impérialisme chinois par des faits concrets. En illustrant de manière scientifique la loi léniniste du développement inégal des pays capitalistes, Ce livre fournit une importante contribution à l'enrichissement du marxisme et à la promotion de l'influence du socialisme scientifique en nous aidant à saisir l'essence de la réalité. Or, comme le remarquait Lénine, « la réalité est le meilleur remède à toutes les divergences théoriques ». (Lénine, *Œuvres*, tome 8, p.245). L'oeuvre du camarade Vincent Gouysse fournit donc une importante contribution à la construction de l'unité des communistes.

Dr Adélar Paquin.

Vous pouvez télécharger le livre gratuitement ou en commander une version papier en vous adressant :

<http://www.communiste-bolchevisme.net/>

